

« Qu'avons-nous fait de nos quarante ans ? Eléments d'activité culturelle entre 1962 et 2002 », en coll. Avec Naget Khadda, dans *Europe*, n°Hors série, « Algérie – Littérature et arts », Novembre 2003, pp. 43-95.

Qu'avons-nous fait de nos quarante ans ? Eléments d'activité culturelle entre 1962 et 2002

Après 132 ans de présence française, l'Algérie est déclarée nation souveraine le 5 juillet 1962. Liesse et délivrance. Inquiétude aussi car le pays, à la sortie de sept ans et demi d'affrontements est exsangue et réalise un saut dans l'inconnu. Cependant, l'exaltation que procurent la paix et la dignité retrouvées donne l'espoir que tout est possible, que tout peut se reconstruire, en mieux parce qu'impliquant les Algériens. Jean Sénac traduit bien cette conviction largement partagée :

Peuple architecte,
Sur chaque cicatrice une pierre est posée.
La mémoire s'ouvre – grenade d'abondance.
Bonne faim pour ce peuple jeune
De pain et de savoir.
Jubilation et Paix.
Il y a pour cette Cité
Un chant à mettre en place.¹

Au milieu des ruines abandonnées par la guerre, celles de la culture. Un pays ne sort pas d'une épreuve terrible, ne se vide pas sans dommages graves d'une partie de ses habitants : les uns morts, d'autres déplacés. Parmi ces derniers, certains d'entre eux étaient dans cette mouvance qui – dans le monde de l'éducation et de la culture – œuvraient pour un humanisme et une ouverture propices à l'éclosion d'une nouvelle culture algérienne. On peut citer, pour mémoire le mouvement littéraire connu sous l'étiquette, controversée, d'Ecole d'Alger, initié à la veille de la seconde guerre mondiale et dont le nom le plus illustre fut Albert Camus. On peut évoquer des initiatives éditoriales comme celle de l'éditeur-libraire Edmond Charlot, qui tenta de poursuivre son entreprise au-delà de 1962 ou encore des expériences théâtrales comme celle d'Henri Cordreau, de recherches archéologiques et historiques, des revues comme *Rivages*, *Simoun*, *Terrasses ou Forge* qui ouvrirent leurs colonnes aux écrivains et intellectuels autochtones fracturant la clôture du « vivre entre soi » dans laquelle se confinaient massivement les deux composantes de la population algérienne. On peut également rappeler l'action de l'élite intellectuelle s'employant d'une part à poursuivre leur production habituelle, d'autre part à intégrer les formes importées par le colonisateur.²

Au lendemain du séisme, le constat qui s'impose est celui d'un champ aimanté par deux sollicitations qui, à la fois se confortent et se contrecarrent : l'aspiration modernisante d'un côté, la volonté de réactiver le fonds culturel ancestral de l'autre. Mais, à des degrés divers de représentation et sous des formes variées de co-présence, les apports de la

¹ - *Œuvres poétiques*, Actes Sud, rééd., 1999, p.391, extrait de « Istiqlâl El Djezaïri », poème distribué sous forme dactylographiée aux députés de l'Assemblée Nationale constituante, daté du 27 juin-5 juillet 1962.

² Les Algériens colonisés se sont réorganisés tant bien que mal pour sauvegarder leur culture. Cf. à cet égard les analyses qui, de Si M'Hamed Ben Rahal (à la charnière du XIX^e et du XX^e siècles) à Mohamed Bencheneb, Mostefa Lacheraf ou Mohammed Salhi, balisent le parcours de résistance/évolution de l'intelligentsia. Cf. également l'article ci-contre de N. Khadda portant sur « le basculement des années 1950 ».

civilisation européenne et les éléments du substrat berbéro-arabe, constituent en 1962, une culture du mixte qui prévaut malgré tout et quelles que soient les réticences de part et d'autre à l'entériner.

Mais qu'entend-on par vie culturelle ? D'une part, tout ce qui permet visibilité et circulation des activités culturelles : les médias (presse écrite, radio et télévision), les maisons d'éditions, les bibliothèques, les librairies, les centres culturels et autres lieux institutionnels ou associatifs qui mettent à la portée du public les fruits de la culture et des arts, voire en favorisent l'émergence. D'autre part les créations proprement dites dans tous les domaines. Et, bien entendu aussi, le système de formation (à la fois scolaire et extra-scolaire) qui prépare le citoyen à accueillir et à produire de la culture. Toutes ces instances, dans leur version institutionnelle ou dans celle d'initiatives privées, sont tributaires de l'infrastructure de diffusion (bibliothèques, salles de théâtre et de cinéma, chaînes de radio et de télévision, centres et associations culturels ...), des personnels de médiation (enseignants, critiques, animateurs ...) et – surtout – de l'outil linguistique de transmission. Or, l'Algérie indépendante est brutalement confrontée à la nécessité de gérer au quotidien une situation très complexe, une société déstabilisée par le départ massif des « pieds-noirs », l'afflux non moins massif de ruraux vers les villes et le retour des réfugiés. En même temps, elle a à élaborer une vision politique générale supposant une politique culturelle à longue portée. Elle butera très vite sur le problème linguistique, la langue étant le nerf du travail de réflexion et d'échange, que ce soit pour l'expression artistique elle-même (en littérature, au théâtre ou au cinéma), que ce soit dans le travail intellectuel ou, plus massivement, dans la pratique sociale courante.

Or la relance et la re-fondation d'une vie culturelle dans cette nouvelle nation se trouvent d'emblée surdéterminées par le politique et conditionnées par la question linguistique qui va constituer l'abcès de fixation de tous les antagonismes. De fait, le passif est lourd et découle en grande partie de la politique coloniale qui a déclassé l'arabe classique, lui a substitué le français dans la fonction symbolique de langue de savoir et d'autorité, et qui s'est montrée plutôt méprisante envers les langues parlées (berbères et arabes régionaux). Dès lors la bataille la plus ostensible va se livrer sur le terrain des langues : sur leur légitimité politique, leur hiérarchie symbolique, leur impact idéologique, leur efficacité pédagogique etc. Cependant ce débat était piégé parce que le courant xénophobe du FLN, hostile en particulier à la langue française a fait jonction avec les réformistes musulmans pour empêcher le deuxième pays parlant français par le nombre après l'Hexagone de rallier le mouvement de la francophonie qui pourtant comptait sept pays de la ligue arabe. Les répercussions sont lourdes de conséquences dans la quasi totalité des secteurs de la vie sociale et surtout culturelle, dans le système de formation, dans le monde du travail, dans les instances d'alphabétisation, de vulgarisation et de diffusion. Aujourd'hui, le terrain, tout en s'étant un peu pacifié, reste effervescent et relativement clivé.

Nous nous proposons, ici, de passer en revue quelques uns des aspects les plus significatifs à nos yeux de la production culturelle des 40 ans d'indépendance. Nous nous efforcerons de retenir les tendances générales, mais pour montrer, à la lumière des avancées et des blocages, des réalisations et des manques à gagner la particularité d'un champ qui peine à trouver sa cohérence et même à rassembler ses richesses, faute de savoir concilier les aspirations contradictoires qui dynamisent des groupes sociaux fortement antagoniques. Nous nous appliquerons à poser des jalons pour la compréhension d'un champ qui, quarante ans après l'accession à l'indépendance, n'a pas perdu de son instabilité et de sa tension explosive. Notre point de vue, inévitablement lacunaire, partiellement subjectif, sera aussi, nécessairement tributaire de notre place dans le champ, du fait de notre qualité commune d'enseignantes francophones rattachées par nos histoires personnelles au monde de la presse et de l'art et appelées à enjamber la faille linguistique sans pour autant avoir ni la compétence

ni la légitimité pour nous exprimer sur la partie du champ culturel algérien dévolu aux productions en langue arabe (surtout classique) ou en langue berbère.

Culture nationale : entre pluralité et unicité

L'Algérie est au cœur d'un espace géo-civilisationnel caractérisé de longue date par la pluralité linguistique et culturelle. André Mandouze et Jamel Eddine Bencheikh le rappellent quand ils écrivent :

Le Maghreb a été punique et juif, grec et latin, vandale et byzantin, arabe, turc et français, avant de donner naissance à de jeunes nations que l'affirmation de leur nouvelle indépendance politique ont conduit inmanquablement à faire un inventaire critique de toutes leurs traditions culturelles.

En bref, il s'agit de savoir ce qui, dans cette histoire, l'emporte finalement des aliénations ou des originalités, des ruptures ou des cohérences, de la discontinuité ou de la continuité.³

Dès lors il apparaît abusif de rendre la colonisation responsable de l'hétérogénéité du champ, mais force est de reconnaître que le territoire algérien présente dans l'ensemble maghrébin une situation encore plus conflictuelle et incohérente que celle de ses voisins. A l'aube de l'indépendance, si la pulsion spontanée est à la multiplicité des voix, la tendance « lourde » dans le corps politique qui s'empare du pouvoir est massivement à l'affirmation d'une source unique légitimée politiquement par un discours idéologique fondé sur l'exploitation du sentiment nationaliste unificateur qui a soudé la population pendant sa lutte d'indépendance⁴. De nombreux analystes y voient la conjonction d'un héritage du jacobinisme centralisateur et homogénéisant français et d'une influence du centralisme démocratique soviétique et/ou ba'ssiste⁵. Le discours officiel recourt aux poncifs de spécificité, d'authenticité, et privilégie dans les valeurs ancestrales celles de l'héritage arabo-islamique, au détriment des autres composantes de la société (notamment berbère) et de l'histoire (notamment française). Or cette crispation sur une seule source – construction mythique – qui s'applique à faire oublier les affluents dont s'alimente le fleuve, se coupe des forces vives de la création et se condamne à gérer de façon administrative un domaine particulièrement rétif aux réglementations.

Ayant accédé à l'indépendance politique, ceux qui aspirent à une vie culturelle plus juste, mieux répartie entre les couches sociales, plus respectueuse des traditions comme de l'inventivité du peuple, rêvent d'une Algérie ouverte et intégrée au concert des nations modernes. Ils sont délibérément disposés à faire leur miel du meilleur de l'héritage colonial tout en s'attelant à restaurer leur héritage propre – langue(s) et culture(s). Programme ambitieux qui aurait nécessité un débat permanent et une action déterminée. Mais ceux qui prennent en mains les rouages politiques et institutionnels ne sont pas sur la même option. Du reste, ils ne font pas de la culture leur priorité et ne sont pas outillés pour organiser la vie culturelle. Mais ils perçoivent nettement la menace qu'elle peut constituer pour un régime autoritaire. Très vite s'affirme, en même temps qu'une effervescence créative et quelque peu anarchique dans les sphères culturelles de la société civile, une volonté patente du côté des

³ - Introduction aux « Littératures maghrébines », *Encyclopaedia Universalis*, d'A. Mandouze et J-E. Bencheikh, T.14, p.249. Réédition de 1996.

⁴ La réunion dans un front de libération nationale (le FLN) de différents partis politiques donnait la priorité à l'objectif commun d'indépendance, remettant à plus tard les choix de société.

⁵ Faut-il rappeler que le nationalisme algérien s'est construit à la fois par référence à la tradition républicaine française et par attraction pour des idéologies comme le kémalisme turc, le ba'ssisme syro-irakien, le pan-arabisme et le réformisme musulman plus ou moins fondamentaliste.

instances institutionnelles de décision, de briser un élan qu'on ne sait pas endiguer, de contrôler des initiatives dont on craint des développements imprévisibles.

Une fois refermée la parenthèse de liberté et de permissivité des deux premières années d'indépendance, l'activité culturelle algérienne va s'élaborer dans un rapport inégal de forces. Schématiquement elle se répartit entre :

- une production officielle qui souscrit aux injonctions du pouvoir : production de qualité médiocre mais pas toujours dénuée d'intérêt
- une production des maîtres patentés, créateurs déjà reconnus ou nouveaux arrivés ayant été consacrés en dehors des frontières nationales
- une production marginale qui se bricole et se diffuse hors système, dans une indépendance toute relative et qui donne des œuvres de qualité très inégale mais massivement indexées sur les préoccupations populaires.

D'où qu'elle vienne, cette production souffre de la pauvreté des canaux de diffusion, de l'inexistence d'un corps de critiques professionnels, de la fermeture après 1968 des lieux de médiation (maisons de jeunes, centres culturels etc.) et de la compartimentation du champ social et culturel. Mais surtout elle pâtit des contraintes idéologiques d'une culture placée sous l'égide du parti unique qui bride un véritable épanouissement décontracté, acceptant des apports diversifiés, des interférences et des recoupements. Toutefois, cette tendance institutionnelle dominante habitée par la conviction (sincère et/ou stratégique) d'avoir en charge de corriger les méfaits de l'aliénation coloniale, se heurte à la résistance du réel et aux coups de boutoir de l'élan créatif impulsé par le sentiment d'avoir à construire un pays neuf.

Les actions et les réactions se développent sur fond de guérilla linguistique plus ou moins larvée. On assiste à un chassé-croisé incessant de conflits feutrés ou déclarés, entre les secteurs de production en langue arabe et ceux en langue française, avec en écho plus ou moins audible selon les moments, la revendication linguistique et culturelle berbère. En particulier et à mesure que le temps passe, les attaques se multiplient contre les écrivains francophones, contre les mises en scène théâtrales et cinématographiques n'obtempérant pas à la règle d'un monolinguisme imposé, contre la peinture non figurative soupçonnée d'être inféodée à la tradition française (sic), etc. En même temps les grands écrivains comme Mammeri, Kateb ou Dib intimident et suscitent une célébration révérencieuse même quand on ne les a pas lus. On ne les absout pas pour autant du péché originel d'utiliser « la langue du colonisateur » car, même si on leur consent parfois des circonstances atténuantes, on les soupçonne d'« aliénation ». On reconnaît du bout des lèvres que cette langue ne les a pas empêchés d'être au rendez-vous de l'histoire, comme citoyens et en tant que créateurs porte voix de la revendication nationale.

Au demeurant, l'anthologie de Denise Barrat, *Espoir et parole* publiée au moment de la proclamation de l'indépendance, puis celle de Jacqueline Lévi-Valensi et Jamel-Eddine Bencheikh, *Diwan algérien*, sortie deux ans plus tard, donnent à lire le retentissement des paroles poétiques suscitées par le combat pour la libération nationale. Dans l'introduction de ce dernier ouvrage, les auteurs rappellent avec force - ce qui était nécessaire étant donné l'âpreté des débats autour de l'expression littéraire en langue française -, l'algérianité de tous ces écrivains qu'ils se nomment Djamel Amrani, Nordine Tidafi, Bachir Hadj Al ou Jean Sénac, Henri Kréa, Anna Gréki La polémique va bon train et les écrivains francophones mis en accusation, montent au créneau. Ainsi Anna Gréki, prise dans la controverse fait le point dans un article de presse⁶ qui eut un grand écho. Elle concède le caractère transitoire de la littérature de langue française en Algérie⁷ mais réfute son exclusion du patrimoine national en fondant son plaidoyer sur un argument transnational : l'universalité des grandes œuvres de

⁶ « Théories, prétextes et réalités » in *Présence africaine*, n°58, 2^e semestre 1966.

⁷ Anna Gréki partageait alors cette conviction avec Jamel Eddine Bencheikh mais l'histoire n'entérinera pas leur présage, en tout cas pas pour le moment.

l'esprit. Et le chantre des Aurès appelle ses censeurs à renoncer aux critères idéologiques de définition de l'écrivain algérien au profit de critères artistiques :

Pour nous qui nous exprimons en français (...) nous sommes héritiers de la tradition littéraire française. Cela exige, d'une part, que nous n'écrivions pas moins bien que Hugo, Nerval, Saint John Perse, Aragon, Eluard, Michaux, par exemple, sous prétexte que nous nous adressons à un public analphabète – et, d'autre part, que nous écrivions différemment, car nous sommes Algériens, ce qui implique une expérience autre. Si nous avons le même instrument de travail, il nous est donné de l'utiliser originalement, pour notre propre miel que nous tirons de cette matière particulière qui est notre pays, notre matière première. Ne pas rester prisonnier d'une langue, c'est l'apprendre, la posséder, l'étudier, ce qui mène à l'enrichir, à la libérer.

Or, dans ce débat qui perdure mais s'essouffle aujourd'hui, il n'y avait pas que des censeurs étroits qui remettaient en cause l'écriture en français ; les écrivains eux-mêmes oscillent entre la bonne et la mauvaise conscience sans que l'on puisse déterminer laquelle est la plus exténuante. La mauvaise conscience est illustrée par la position extrême de Malek Haddad (l'auteur de *Je t'offrirai une gazelle* et du *Quai aux fleurs ne répond plus* dont les personnages dialoguent ouvertement avec ceux des romans d'Aragon) qui choisit de déposer le stylo pour, dit-il, mettre fin au malaise que lui procure une écriture en décalage avec sa propre pensée et surtout avec celle de ses lecteurs. La bonne conscience (ou plutôt la conscience tranquille) qui a toujours caractérisé la posture de Dib montre à l'envi qu'un écrivain tourmenté par les affres de l'expression juste, n'est pas nécessairement enclin à incriminer le « drame linguistique ». Pour sa part, il assume son statut d'acculturé non pas comme une situation transitoire dans une histoire de dépossession, mais bien comme effet d'une histoire irréversible qui a structuré sa psyché et nourri son art.

Parmi les écrivains apparus au lendemain de l'indépendance et qui gardent le français pour se dire (Mourad Bourboune, Rachid Boudjedra, Nabile Farès puis Rachid Mimouni, Habib Tengour, Tahar Djaout, Rabah Belamri ...), seul Boudjedra a remis sur le tapis, dans les années 1980, la question de la légitimité d'une écriture en français. Pour les autres l'affaire est entendue : le français fait désormais partie du paysage linguistique algérien et la littérature de langue française est partie intégrante du patrimoine algérien. Aujourd'hui, le débat ne se perpétue que sous forme de résidus d'une histoire révolue et d'une idéologie dépassée, chevillée au culte de l'originel et de l'authentique qui a dérivé dans l'intégrisme religieux de la dernière décennie.

Les écrivains de langue arabe, s'ils n'ont aucun problème de légitimité, souffrent d'une médiocre audience. Avant 1962 l'écriture en langue arabe n'avait aucune chance de se faire reconnaître si ses auteurs n'étaient pas également lettrés en français. La guerre d'indépendance ayant emporté Réda Houhou qui s'était illustré dans la nouvelle⁸, une production poétique patriotique se propage dans le sillage de Djellouah et de Moufdi Zakaria, auteur de l'hymne national algérien. Quelques voix qui avaient porté le flambeau dans l'exil et libéré la poésie du mètre classique, occupent la scène littéraire au lendemain de l'indépendance et enseignent à l'université⁹. Ils sont rejoints par Abdallah Rekibi qui introduit la nouvelle critique dans les études littéraires arabes, Othmane Saadi (baasiste notoire et idéologue du mouvement pour l'arabité de l'Algérie), Abdelhamid Benhadouga (autodidacte, ancien ouvrier dans les usines Renault en France, communiste, il a modernisé le roman en langue arabe dans ses thèmes et ses techniques narratives¹⁰). Suit une jeune génération formée

⁸ Il s'était imposé après la première guerre mondiale avec un recueil de nouvelles *En compagnie de l'âne de Hakim*. Militant indépendantiste, il fut incarcéré et exécuté en 1956

⁹ Ils ont noms Belkacem Saadallah, Abdallah Chériet ou Belkacem Khemmar.

¹⁰ La mue da la littérature de langue arabe qui se réalise dans les années 1970 a pour jalon essentiel le roman de Benhadouga, *Le Vent du sud*, traduit en français par Marcel Bois (en 1974) qui a traduit la quasi totalité des romans de l'auteur depuis.

au Moyen-Orient ou en Tunisie : Tahar Ouettar (écrivain visionnaire et politicien confus et opportuniste), Zhor Ounissi (qui a longtemps présidé au sort de l'Union Nationale des Femmes), Belaïd Doudou (nouvelliste dans la mouvance de la littérature sociale égyptienne), Merzak Bagtache, plus jeune que les précédents et qui révolutionna la nouvelle en arabe avec des techniques empruntées au Nouveau Roman français. La critique littéraire se développe parmi les universitaires et dans la presse avec Djenidi Khélifa et Mohammed Saïdi, enseignant d'arabe et de russe à l'université qui eut des responsabilités politiques.

L'Union des écrivains qui regroupe arabophones et francophones ne fait rien pour rapprocher leurs vues ni même pour les inciter au débat. Les francophones abandonnent progressivement le terrain, poussés vers la porte de sortie par le rétrécissement de leur champ d'intervention et le durcissement des positions idéologiques officielles ; mais des amitiés individuelles subsistent, sur la base de convictions communes soit d'ordre politique (sur la démocratie, la laïcité, la multiplicité culturelle ou encore l'égalité des sexes) soit d'ordre esthétique (en rapport avec la modernité textuelle). Par ailleurs, le clivage entre écrivains de langue arabe et écrivains de langue française s'estompe pour accueillir la composante berbère et la difficile percée d'une langue arabe algérienne, la question de la langue devenant de plus en plus un enjeu de société. Et la lutte, passablement neutralisée dans le secteur de la création (tant au théâtre, au cinéma qu'en littérature), se retranche et campe solidement dans la citadelle de l'école.

L'École algérienne

Les réformistes musulmans qui avaient mis en place, après le centenaire de la colonisation, un système éducatif alternatif (dans la mouvance de la pensée et de l'action de la Nahda venue du Machreq et relayée en Algérie par Cheikh Ben Badis et ses disciples), pèsent très fortement sur la mise en place de l'école nationale qui se fondera très largement sur leurs principes.

En 1962, dans les derniers moments de l'Algérie française, malgré un sérieux effort engagé après le déclenchement de la guerre d'indépendance, par le plan de Constantine, seul environ un tiers des enfants sont scolarisés. En octobre 1962 les trois quarts du corps enseignant (d'origine européenne) a quitté le territoire algérien et la réouverture des écoles nécessite des mesures d'urgence, comme la création d'un corps de moniteurs (ayant le niveau du certificat d'études primaires) ou le recours à la coopération avec la France d'une part et les pays du Moyen Orient d'autre part.

Dans un tel contexte où les enseignants ont à faire face à une situation très complexe « la politique d'arabisation » obéit à la visée des réformistes musulmans devenue en une dizaine d'années hégémonique. Elle est menée au pas de charge en dépit des mises en garde des praticiens les plus expérimentés. Alors que tout Algérien aspirait à la réhabilitation de l'arabe mais que les stratégies préconisées étaient diversifiées, la mise en œuvre du programme d'arabisation s'est réalisée dans la précipitation, l'improvisation et la surenchère du discours nationaliste dans sa version arabo-islamique. En particulier les contraintes matérielles ont été ignorées et le préalable de formation des enseignants et d'élaboration d'outils pédagogiques ont été traités avec la plus grande légèreté. Quoi qu'il en soit, la réintroduction de l'arabe dans l'enseignement se réalise en deux étapes : d'abord comme nouvelle matière obligatoire, puis comme langue d'enseignement pour certaines matières. Elle donne lieu jusqu'à 1980 à deux filières : la filière bilingue où les matières scientifiques sont dispensées en français ; la filière arabisée où le français ne figure plus que comme matière. (langue étrangère). L'instruction religieuse est introduite dans les programmes en complément de l'éducation civique et morale (héritée de l'école républicaine française) ; le tout s'enseignant en arabe dans les deux filières.

Lorsque Mostefa Lacheraf¹¹ devient Ministre de l'Education Nationale en 1977-78, il inaugure son mandat par la publication d'une série d'articles dans *El Moudjahid*, quotidien national, dans lequel il prend position contre une arabisation mécaniste dont l'échec était patent, il prône le retour à une réflexion pédagogique véritable pour une institution scolaire « substantielle et démystifiante », selon ses propres termes. Son action est entravée par le lobby des arabisants au sein même de son ministère et il est relevé de ses fonctions dix huit mois à peine après son investiture.

En 1980, l'Ecole Fondamentale¹² entre en vigueur pour unifier le système. Elle comporte notamment deux dispositions notoires pour l'enjeu linguistique qui se dispute à l'école : d'une part l'apprentissage du français dans le premier degré, recule de la 3^e année à la 4^e année de scolarité, d'autre part, la disparition de la filière bilingue, le français cessant partout d'être langue d'enseignement des matières scientifiques et techniques (ce qui réduit considérablement la pratique de cette langue dans le système scolaire). Dans la nouvelle place impartie au français, l'enseignement de la poésie, lieu stratégique où se dévoilent les présupposés idéologiques qui gouvernent et le rapport aux langues et celui à la culture en général, est édifiant. Ce qui frappe dans les manuels (aussi bien de français que d'arabe, au demeurant), c'est l'absence de vision d'ensemble et la totale opacité des objectifs. La disparité et l'éparpillement sont patents et tout se passe comme si les auteurs des manuels - tiraillés entre l'ambiguïté du statut officiel de la langue française et leur perception du patrimoine linguistique et culturel - tentaient des percées sans oser aller au bout de leur projet pédagogique. Les textes choisis (qui représentent en eux-mêmes autant de petites victoires) sont pourtant livrés sans dispositif pédagogique d'exploitation de sorte qu'on ne sait si on a recours à la poésie pour perfectionner l'apprentissage de la langue (rythme, sonorités, images), pour constituer un petit bagage patrimonial ou pour introduire plus de jeu et de plaisir dans la classe. De toute façon, il n'y a pas, sauf cas exceptionnel, d'activités scolaires sur la poésie et, de plus en plus, les petits poèmes sont « offerts » hors programme, ce qui fait qu'aujourd'hui, de nombreuses classes ne leur font plus aucune place. Le constat n'est pas plus gratifiant en classe d'arabe où on remarque l'absence de la poésie algérienne moderne, à quelques extraits patriotiques près et la sur-représentation de la poésie arabe ancienne, sans que la pédagogie de son enseignement soit, pour autant, mieux pensée. Situation particulièrement paradoxale dans un pays où la poésie est très présente, que ce soit dans sa version classique en arabe, dans ses manifestations populaires (en arabe et en berbère) ou dans les très nombreux textes poétiques algériens de langue française.

Il semble que cet enseignement de la poésie soit symptomatique des difficultés de l'articulation de l'institutionnel (l'école), du littéraire (la poésie) et du linguistique (langue de communication autant que de création) et joue assez cyniquement sur la confusion entre décoloniser le système éducatif et évacuer la langue française (et la pensée) de ce système¹³. Il est symptomatique aussi des dégâts occasionnés par le refus d'entériner et de tirer profit des potentialités linguistiques du pays. Les langues étant aussi des conceptions du monde, l'éclairage réciproque des langues présente l'immense avantage de faire percevoir leurs possibilités et leurs limites à la lumière les unes des autres. Ce n'est pas la moindre vertu du multilinguisme que les systèmes éducatifs modernes ambitionnent de plus en plus d'instaurer.

¹¹ - A. Djeghloul le définit comme « un des exemples les plus intéressants (...) car tentant de fonctionner à la fois comme haut responsable d'Etat et comme intellectuel critique. », Débat sur les intellectuels dans *Algérie Actualité* en 1982.

¹² - Elle est caractérisée par une organisation polytechnique de dix années regroupant les anciennes six premières années du primaire et les quatre années du moyen. Ainsi, par son obligation, l'Ecole Fondamentale garde le jeune Algérien sur les bancs de l'école jusqu'à l'âge de 16 ans.

¹³ - La politique d'arabisation a été étudiée et commentée par de nombreux chercheurs dont Mostefa Lacheraf. Cf. également Gilbert Grandguillaume, *Arabisation et Politique linguistique au Maghreb*, Maisonneuve et Larose, 1982.

De façon plus générale, l'élaboration des programmes scolaires pour les langues, la philosophie et l'histoire ont obéi aux injonctions idéologiques du moment sans prendre appui sur l'analyse du terrain. Or, pour ce qui est des options en matière linguistique, on est allé, comme la politique coloniale l'avait fait en d'autres temps, à contre courant de la pratique des usagers. En effet ni le français¹⁴ ni l'arabe classique ne sont en Algérie des langues de la famille ; ce sont, à des degrés divers, des manifestations dans la famille, d'un extérieur (social, politique, religieux). Le procès de ré-appropriation de l'arabe savant en ne se préoccupant pour s'élaborer ni de l'articulation avec les langues familiales, ni du capital de connaissance de la langue française, ne se donnait pas les moyens de réussir ; en fait il était plus soucieux de déclasser le français que de promouvoir l'arabe. Moyennant quoi l'arabisation en cherchant fantasmatiquement à renouer avec ce qui eut été la continuité sans la « parenthèse coloniale » a produit ce que la dérision populaire a appelé « des analphabètes bilingues », puis à mesure que le berbère cherchait droit de cité dans les institutions, la formule est devenue « analphabètes trilingues » ; avec l'ère de l'ordinateur, il est question d' « analphabètes pal-secam »

Pourtant le réel ne se plie pas aux incantations du discours idéologique et la pensée hégémonique qui oriente l'école bute sur le secteur économique (industriel et commercial) qui, non seulement lui résiste mais la bloque. D'un autre côté les aspirations de la société civile n'y trouvent pas leur compte, d'autant que les étudiants sortis de la filière arabisée sont en grande partie voués au chômage qui se développe dangereusement dans les années 1980. La situation devient explosive. La démographie galopante, l'échec scolaire à grande échelle, la dérive des idéologies tiers-mondistes et l'écroulement du bloc socialiste se conjuguent pour faire craquer de tous côtés l'échafaudage que l'Algérie indépendante avait édifié selon une organisation dirigiste étayée par un dispositif de censure et d'autocensure.

Censure, mensonge par omission et monopole d'état

Des silences lourds de sens s'instaurent autour des écrivains, d'abord ceux qui écrivent en français puis, progressivement, ceux qui écrivent en arabe en faisant œuvre de modernité. Comme sont tus en histoire les noms des grandes figures du mouvement national entrés en conflits avec la « ligne du parti », comme ont été gommés des récits officiels les contradictions, les luttes idéologiques et de pouvoir dans les maquis, comme sont méconnus les noms et les œuvres de nombre d'acteurs de la vie culturelle – ces négligences participant aussi à la falsification de la mémoire. Ainsi, par exemple, il est impossible de lire les *Chansons des jeunes filles arabes d'Alger* que Mostefa Lacheraf avait pourtant publié en 1953 chez Seghers ; en 1973, le texte remarquable de Mouloud Mammeri, « La mort absurde des Aztèques », servant de préface à sa pièce *Le Banquet*, n'est pas diffusé ; en dehors d'un cercle de spécialistes ou d'initiés, les œuvres de Mohammed Dib, postérieures à la trilogie *Algérie* sont ignorées ; les premiers romans de Boudjedra circulent sous le manteau tandis que Mimouni attend de longues années l'agrément de ses manuscrits et doit parfois consentir des corrections pour les voir sortir ; des dizaines d'autres exemple de censure plus ou moins avouée, pourraient être évoqués à titre indicatif de l'esprit du temps. Frantz Fanon qui avait été le penseur adulé du FLN pendant la guerre et après sa mort dans les débuts de l'indépendance était tombé dans l'oubli. Mahfoud Boucebcı explique à son sujet et la réflexion peut valoir pour d'autres.

¹⁴ Dans une proportion non négligeable, le français a pénétré dans les familles jusqu'à devenir, selon un code d'alternance avec l'arabe parlé et/ou le berbère (système bien décrit par les linguistes), la langue maternelle de nombre d'enfants, si l'on attribue cette notion à la langue de l'apprentissage premier de 0 à 4/5 ans.

Les hommes politiques et les intellectuels des années 65 à 80 en créant un climat socio-politique pour le moins particulier et d'abord vis-à-vis des grands acteurs de la révolution, ont suscité entre autres l'installation d'un fonctionnement dogmatique dans un climat d'anonymat. Une des résultantes est un désinvestissement exprimant par certains aspects une dépression sociologique.¹⁵

L'histoire de la guerre est racontée comme une épopée héroïque faite de grandeur et de solidarité sans faille. Cette image lénifiante qui, pour idéaliser le réel, l'ampute et le caricature, a vidé de toute vie, pour les jeunes générations, cette période passionnante de la construction d'une identité nationale. La répétition hagiographique a détérioré la mémoire d'un héritage qui aurait dû être dynamisé. Par modestie et dégoût parfois, par réinvestissement dans le quotidien de paix, les militantes et militants de la guerre d'indépendance les plus éprouvés ont pris place dans l'anonymat, laissant le spectacle d'une majorité rapace « se récompensant » pour « services rendus ». Mais nombre d'écrivains, d'intellectuels, de journalistes, de caricaturistes, d'humoristes ont dénoncé par la critique sérieuse et la satire corrosive cette déformation monstrueuse de l'Histoire et le public auquel elle s'adressait ne s'est toujours pas laissé prendre. Faute de mieux, il a opposé un scepticisme teinté de dérision au discours des dirigeants qui se sont succédés¹⁶, quand il ne s'est pas réfugié dans les bras des islamistes qui prétendaient moraliser la vie publique et qui ont accouché de l'intégrisme.

Pour asseoir sa légitimité, l'Etat a pourtant besoin de ses intellectuels et de ses artistes et, tout en refusant d'écouter ce qu'ils ont à dire, il les courtise parfois et les sollicite de temps à autre. Par devoir, par crédulité, par opportunisme, par faiblesse ... il leur arrive de répondre.

A partir de 1964, le FLN étant devenu parti unique, s'emploie à organiser la société civile sur le modèle soviétique. Le même schéma vaut pour toutes les activités sociales qu'elles soient de production de biens matériels, de structuration du secteur tertiaire ou des arts et des lettres. L'encadrement politique par le parti unique chapeaute l'activité syndicale comme la création artistique, la pratique des cultes comme la volonté d'émancipation féminine. Il se crée, sous l'égide du parti unique, des unions professionnelles à tout va (union des arts plastiques, des arts lyriques, des écrivains et des journalistes...) ainsi qu'une union des jeunes (UNJA) et une union des femmes (UNFA). Il est remarquable que lors du lancement de ces structures, les artistes et les intellectuels ne s'y opposent pas ; ils répondent même favorablement à l'appel. Un vent d'enthousiasme et de volontarisme souffle et il fait bon se regrouper pour ouvrir le chantier de tous les possibles. S'il est aujourd'hui dans l'air du temps de défendre, dans le sens de la vague porteuse, les institutions indépendantes, on croyait alors à la vertu du travail collectif et on se méfiait d'un individualisme risquant de couper les artistes du peuple. Le désenchantement ne tardera pas à s'installer à mesure que les pesanteurs bureaucratiques entraveront les initiatives. A partir du milieu de la décennie 1970 les retraits des artistes soucieux de construire une œuvre laissent la voie libre aux opportunistes ou aux tâcherons de l'art soucieux de sauvegarder les privilèges que leur confère leur carte d'adhérent et de s'exhiber dans les rituels de commémoration qui désormais vont tenir lieu de programme culturel. La recherche aventureuse se déporte dans les marges du système et se conduit indifféremment en solitaire ou en groupe.

Sous couvert de programme de récupération des richesses du pays on initie des actions qui se veulent prestigieuses mais qui dégénèrent vite dans une folklorisation d'éléments épars des cultures traditionnelles. Les festivals se succèdent et se ressemblent, encadrés par des plages de vide culturel : festivals de musique arabo-andalouse, festivals de

¹⁵ - In *La psychiatrie tourmentée*, Alger, Bouchène, 1990, p.125.

¹⁶ A cet égard, il est remarquable que le Président Boudiaf qui avait été accueilli avec un scepticisme méfiant lors de son arrivée en Algérie et au pouvoir, a suscité une large adhésion populaire dès lors que, bannissant la langue de bois, il a parlé 'vrai' et surtout il a parlé dans une langue comprise de tous : un arabe algérien, mâtiné de français, compréhensible par tous.

poésie, festival pan africain en 1968, journée annuelle de la science pour honorer la mémoire de Ben Badis, festival annuel du théâtre amateur, séminaires nationaux ou internationaux sur des sujets plus ou moins piégés par les questions qu'on leur pose.¹⁷

Les commémorations, quant à elles, sont autant d'occasions de confisquer la mémoire et l'histoire collectives. Elles ressassent un discours convenu sur l'invocation des « constantes de l'identité nationale ». Le corollaire en est l'instauration plus ou moins camouflée d'une censure qui s'exerce par omission de faits et de noms, par grossissement ou détournement de certaines significations. Toutes les grandes dates nationales sont célébrées¹⁸, offrant l'occasion chaque fois non de renforcer la cohésion sociale autour d'événements symboles de la construction historique commune mais de « faire la toilette de l'Histoire » pour l'héroïser, en gommer les aspérités, en tirer le sens au profit du régime en place. Il s'y passe parfois des choses intéressantes mais insignifiantes au regard de l'importance des moyens déployés, jamais suivies d'effets par la suite et provenant toujours de la part de francs-tireurs tolérés avec condescendance (parfois par considération pour l'image d'intégrité dont ils jouissent) mais que l'on traite comme « soupapes de sécurité » plutôt que comme force de proposition. Périodiquement les ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ou de l'information et de la culture organisent des séminaires « pour sortir du marasme » selon une formule récurrente. On y offre une tribune qui sert de défouloir pour les griefs sérieux et les frustrations personnelles ; on tire des sonnettes d'alarme, on avance des propositions ; le tout est scrupuleusement enregistré par un secrétariat *ad hoc* ; on se sépare et les documents vont dormir dans un meuble jusqu'au prochain séminaire où ils ne sont même pas ressortis. On ne s'étonnera donc pas de l'amer constat que même un intellectuel proche du pouvoir et qui a occupé des fonctions de grande responsabilité (notamment ministre de l'information et de la culture ou chef du gouvernement) ne peut manquer de faire :

Une intelligentsia de puissante stature se trouve contrariée dans son ascension. Ce qui lui tient lieu d'ébauche vit mal, malgré le nombre, sa marginalité. L'arme absolue : l'exil, n'est pas celle de la misère, mais un refus désespéré de l'irrationnel. Par parenthèse, un signe infaillible : non seulement, rien n'est fait pour retenir les cadres, mais leur départ, à la limite, réjouit. Allergique aux Lumières, l'obscurantisme, en un sens, est lui-même un produit de nos mains (...) Corruption et démagogie constituent les symptômes classiques d'un dysfonctionnement de l'Etat (...) Le salut ne réside pas dans la morale - ou la théologie -, mais dans un retour au rationnel.¹⁹

De fait, le manque de cohérence et de rationalité a largement hypothéqué l'action gouvernementale tiraillée entre la vision passéiste de l'aile droitère du FLN, le modèle soviétique qui imprégnait fortement son aile gauche et la résistance du terrain qui échappait aux incantations des uns et des autres. Toutefois les choses ne sont pas aussi nettement tranchées ni dans le temps ni dans les esprits et des îlots échappent ici et là à la médiocrité et à la force d'inertie auxquelles recourent les adversaires pour se neutraliser puisque l'absence de contre-pouvoirs dans la société civile et le verrouillage des élections empêchent le renouvellement de la classe politique et le changement d'orientation gouvernementale. Des

¹⁷ Par exemple les séminaires épisodiques sur le statut de **La Femme algérienne** rappelle à satiété que l'islam a libéré les femmes hier, aujourd'hui et pour les temps des temps. Le séminaire annuel de la pensée islamique contourne sans vergogne la question de la « panne » de la réflexion théologique en Islam dont pâtit pourtant de notoriété publique le monde musulman. On pourrait multiplier les exemples de ces rencontres à grands frais où l'on se congratule en évitant scrupuleusement de faire des vagues.

¹⁸ 1^{er} novembre : déclenchement de la guerre d'indépendance ; 19 mars : cessez-le-feu ; 5 juillet : proclamation de l'indépendance (qui coïncide avec la date de rédition d'Alger en 1830) ; 19 juin : redressement révolutionnaire, alias coup d'Etat de Boumédiène ; 20 août : journée du combattant. On peut y ajouter le 8 mars : journée de LA femme ; le 8 mai : fête du travail...

¹⁹ - Redha Malek, *Tradition et révolution, le véritable enjeu*, Alger, Bouchène, 1991.

œuvres se produisent, des professionnels et des amateurs se battent sur le terrain, des journalistes informent, des enseignants enseignent, des ingénieurs construisent ... De plus en plus, la société civile tourne le dos à la sphère gouvernante et maintient le navire à flot. Une culture de la dissidence se développe pour le meilleur et pour le pire.

Le centre et la marge : une culture de la dissidence

Encadrement des initiatives par le parti unique, bureaucratisation des structures, enfermement du pays sur lui-même, mauvais approvisionnement en matériel culturel (livres, instruments de travail), déficit des échanges intellectuels à l'intérieur du pays et avec l'étranger..., autant d'entraves à l'épanouissement culturel qui sapent l'enthousiasme des premières années, inhibent la création et appauvrissent le champ culturel. Pourtant dans les décennie 1960-1970 des projets mobilisateurs drainent une bonne partie de la jeunesse, essentiellement estudiantine, engagée dans un mouvement de volontariat pour aider à « la révolution agraire » ou la médecine gratuite par exemple et qui trouve dans ces regroupements un cadre propice à l'organisation de loisirs qui associent filles et garçons dans une société autrement dévolue à la ségrégation des sexes. L'état d'esprit qui prédomine dans ce mouvement est marqué par un idéalisme non totalement exempt de dérision et par une forte aspiration à faire évoluer les mentalités.

En même temps des artistes parviennent à sauvegarder leur expression personnelle, soit à l'intérieur du cadre étroit délimité par les injonctions du pouvoir, soit quand ils le peuvent, en dehors des structures. Au demeurant ils sont acquis dans leur grande majorité à l'option socialiste reprochant surtout au système de déroger aux principes proclamés. Par ailleurs, comme le souligne l'historien Mohammed Harbi, on ne peut qualifier le régime algérien de dictature militaire sans simplification abusive. Certes estime-t-il « le choix du parti unique supprime la compétition et rejette les mécanismes de négociation sans renforcer la cohésion »²⁰, mais des marges d'action restent disponibles et n'ont pas manqué d'être investies. Et Mostefa Lacheraf, intellectuel organique, co-rédacteur de la Charte d'Alger en 1976, est conscient des risques, dès 1968, tire la sonnette d'alarme contre la pauvreté culturelle qui gagne la scène sociale, faisant valoir que l'inculture « est un état agissant ». Il préconise une action culturelle de masse pour initier la population au monde moderne tout en sauvant de l'oubli les trésors de la culture orale. Subordonnant, dans la tradition marxiste, le renouveau culturel à une amélioration du niveau de vie et de l'instruction, il appelle à renforcer l'équipement culturel, à multiplier les traductions du patrimoine littéraire et scientifique du Machreq et du Maghreb, à élaborer des musées techniques itinérants, des films éducatifs pour résorber le retard séculaire des campagnes et reconvertir chez les masses la vision du monde actuel. Il exhorte fortement à fructifier l'héritage scientifique légué par le colonisateur d'hier.²¹

Revenant, de son côté, sur cette période, Kateb Yacine dénonce « le désert de bureaucrates, et de parasites » qui tient en otage la culture algérienne alors qu'en réalité, affirme-t-il,

les Algériens pensent et réfléchissent. Ils lisent et écrivent. Ils aiment la chanson, le théâtre, le cinéma. Nos jeunes écrivains sont aimés du public et leurs livres s'arrachent. Il faut espérer que les nouveaux responsables de la culture seront à la hauteur des potentialités.²²

²⁰ In *L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens*, éd. Arcantère, Paris, 1992.

²¹ Intervention au colloque sur la culture nationale organisé par le ministère de la culture, 31 mai – 3 juin 1968. Communication photocopiée.

²² In *Le poète comme un boxeur : entretiens 1958-1989*, Le Seuil, publication posthume, 1994, p.192.

Quoi qu'il en soit, les différents secteurs de production culturelle engrangent leurs moissons.

Le cinéma qui apparaît comme l'art populaire par excellence est mis à contribution pour glorifier la lutte d'indépendance. Du reste les premiers cinéastes comme Ahmed Rachedi ont été formés au maquis par René Vauthier à qui on doit les seules images de la guerre filmées du côté algérien. Le FLN parvenu au pouvoir investit le cinéma de la mission d'éduquer le peuple. Pour ce faire on envoie aux frais de l'état des jeunes gens apprendre le métier à Moscou et à Prague, secondairement à Bruxelles ou Paris. La première vague de films algériens souscrit à la commande et reconstitue des morceaux de bravoure pour magnifier la guerre d'indépendance. De facture réaliste, simpliste et moraliste ce cinéma pêche par l'enflure épique qui parfois vire au grotesque. Cinéma de propagande à contre temps, il tait les luttes fratricides dans les maquis et ignore la complexité des situations et les crises de conscience. Emergeant du lot *Le Vent des Aurès* et *Chroniques des années de braise* de Lakhdar Hamina délivrent intelligemment leur message en faisant appel aux valeurs universelles et en sollicitant la sensibilité du spectateur.

La nationalisation des salles de cinémas de l'infrastructure coloniale permet des tickets à prix réduit. Un public nombreux, essentiellement mais non exclusivement masculin se bouscule. Lancé par des volontaires français communistes ironiquement appelés « pieds-rouges » un réseau de ciné-bus circulent sous le nom de ciné-pop dans les villages et les campagnes. Ils offrent au public des documentaires et des films du répertoire soviétique comme *La mère*, adapté du roman de Gorki. Les projections sont suivies de débats et les animateurs font offices d'éducateurs. Enfin la création de l'ONCIC qui finance la production des films et d'un réseau de cinémathèques qui essaime la cinéphilie dans la population vont ménager de beaux jours au cinéma en Algérie. Les années 1980, en sonnant le glas de l'Etat-Providence, mettront fin à cette période faste mais quelques réalisateurs (Chouikh, Meddour, Lledo, Benhadj, Dehane ...) survivent et signent des films qui affichent une rupture du regard sur la société. Notamment *La Citadelle* de Chouikh, sorti précisément en octobre 1988, offre un regard lucide et sombre sur une société qui reste largement entravée par des archaïsmes d'organisation tribale ignorant l'épanouissement de l'individu. Au cœur de la tourmente, en 1997 le superbe film de Azeddine Meddour *La colline de Baya* raconte, à partir de l'histoire d'un petit village de Kabylie, la résistance populaire à la tyrannie et se présente comme un hymne à l'action des femmes dans ce combat.

La deuxième génération, dans les années 1970, suscite un grand intérêt à la fois pour son travail technique et pour ses thèmes. Bouamari (*Le charbonnier*), Tolbi (*Noua*), Lalem (*Elles*), Allouache (*Omar guatlato*)... renoncent au triomphalisme et braquent leur caméra sur les problèmes sociaux : partage de la terre, place des femmes dans la société, malvie des jeunes désœuvrés de la cité, charlatanisme religieux etc. Dans des registres différents *Le charbonnier* et *Omar guatlato* recueillent un franc succès. L'un raconte les difficultés de la vie paysanne et met la condition féminine au cœur du drame ; l'autre, centré sur la vie de quartier met en scène des jeunes gens impertinents qui ont des aspirations simples de bien-être et de bonheur et vivent des frustrations de tous les instants. Peinture sympathique et drôle de la jeunesse populaire urbaine, cette œuvre fait aussi une satire bon enfant du machisme qui pèse douloureusement sur la société et rogne ses rêves d'amour.

Le théâtre attire moins que le cinéma les faveurs des dirigeants mais sa propagation dans les petits centres urbains et les campagnes est mieux assurée. L'art dramatique accueille l'indépendance avec la gloire du devoir accompli, une troupe s'étant constituée vers 1958 constituée pendant la guerre pour faire des tournées de propagande dans les pays solidaires de la cause. Dès janvier 1964, le théâtre national algérien (TNA) est créé et connaît, sous la

houlette de Mohammed Boudia et Jean-Marie Boëglin une expérience riche où d'emblée l'art dramatique donne la mesure de sa vitalité, cette année comptabilisant à elle seule une dizaine de réalisations²³. Mais après cette euphorie initiale, le TNA engage après le coup d'Etat du 19 juin 1965 et le départ en France de Boudia (Ben-Belliste convaincu) une chute et la baisse quantitative n'est même pas compensée par une amélioration qualitative. Parallèlement le théâtre amateur se développe²⁴, produisant des spectacles de bon niveau et étendant son maillage plus profondément dans les campagnes reculées. La décentralisation des années 1970 qui a conféré une autonomie financière et de programmation à sept théâtres régionaux n'a pas sensiblement re-dynamisé le secteur même si Alloula à Oran, Benaïssa à Annaba, Kateb Yacine à Sidi Bel Abbès tâchent, par la création collective, de répondre à une carence de textes²⁵ autant qu'à une formation artistique et technique qui laisse à désirer. En effet, L'Institut de Bordj El Kiffan, créé peu après le TNA n'a produit qu'une quarantaine d'acteurs et sa section d'art dramatique ferme en 1973 pour se « spécialiser » dans les ballets folkloriques.

En dépit de tout, un nombre honorable de grands auteurs-réalisateurs²⁶ qui sont contraints par la pénurie de cumuler plusieurs métiers de la scène, mènent des expériences et une réflexion qui donnent au théâtre algérien une assise ; une pléiade d'acteurs²⁷ de talent, pour la plupart formés sur le tas, quelques-uns dans des institutions, font vivre la scène. Dès lors le travail théâtral cherche à échapper aux pesanteurs bureaucratiques en sortant de l'institution publique. Profitant des ouvertures consenties après octobre 1988, des troupes indépendantes²⁸ se constituent. En fait, dans les années 1980 le mouvement théâtral (professionnel et amateur) est en phase avec le bouillonnement social et politique qui secoue l'édifice contraignant érigé par le dogme de la pensée unique. Les pièces de cette époque, de façon encore plus marquée que dans la précédente décennie, se concentrent sur les préoccupations des citoyens : l'arbitraire, la bureaucratie, la corruption, la montée de l'intégrisme, la condition féminine etc.²⁹ Par la qualité de l'écriture dramatique, la recherche scénique, la pertinence de la critique sociale, la création théâtrale est globalement de bonne tenue.

Ce qui ressort de ces bilans hâtifs des activités cinématographique et théâtrale peut en réalité se généraliser à tous les secteurs : essentiellement, le constat du décalage, voire de la discordance entre l'action gouvernementale essentiellement occupée à créer et à régenter les structures (ce qui est sa prérogative mais que les différents ministres ont menée sans concertation avec les hommes du terrain) et la vision des artistes assoiffés de liberté d'expression tant pour répercuter les confrontations d'idées dans la société que pour conduire leur propre recherche formelle. En somme la mise en place des institutions – tâche nécessaire de la construction nationale – qui a nécessité des investissements financiers considérables,

²³ Dans sa thèse sur le théâtre algérien, Roseline Baffet consigne un millier de représentations proposées entre 1963 et 1965 avec un nombre de 26 pièces.

²⁴ *Théâtre et culture* à Alger, *Le groupe 70 et le théâtre de la mer* à Oran, *Le CRAC* à Constantine, *L'art scénique* à Mostaganem d'où partira un festival annuel du théâtre amateur qui a fait les beaux jours de Mostaganem.

²⁵ Hormis l'expérience de Kateb Yacine, les écrivains algériens (arabophones ou francophones) n'écrivent pratiquement pas pour le théâtre. Assia Djebbar, Mouloud Mammeri, Mohammed Dib ou Tahar Ouettar ont chacun, de façon très conjoncturelle, produit une pièce de théâtre chacun.

²⁶ Allel El Mouhib, Hadj Omar, Bouguermouh, Rouiched, les deux Kateb (Mustapha et Yacine), Kaki, Alloula, Benguettaf, Ziani, Slimane Benaïssa...

²⁷ Agoumi, Himour Adar, Sonia,

²⁸ Par exemple : *Le théâtre de la citadelle* formé par Ziani-Chérif, *La coopérative du 1^{er} mai*, montée par A. Alloula, *L'Equipe* dirigée par Slimane Benaïssa ...

²⁹ *Babour ghraq*, *Rak khouya ouana chkoun* de Slimane Benaïssa, *Homk Salim*, *Lejwad* de Alloula, *Hafila tassir*, *Baya* de Ziani-Chérif ... pour ne citer que ces quelques pièces qui suscitèrent un extraordinaire enthousiasme chez les spectateurs.

prise dans le carcan du dirigisme d'Etat a bloqué le système et la création s'est développée en marge sinon contre ces institutions.

Si les démêlés avec les institutions sont aigus pour des activités qui, comme le théâtre et le cinéma, nécessitent des équipes de techniciens, des lieux où se produire et un public pour s'accomplir ; la confrontation est plus feutrée et plus insidieuse quand il s'agit d'arts qui, comme l'écriture ou la peinture, se produisent de façon solitaire dans un atelier ou un bureau.

La peinture, mode d'expression très individuel sinon individualiste, n'est confrontée aux institutions que pour les expositions. L'absence de galeries privées et la rareté des galeries – une seule pour la capitale – régies par l'union officielle (UNPA) restreint les marges d'action des peintres. L'Ecole des Beaux Arts d'Alger sauvegarde un espace de concertation et de liberté tandis que l'activisme esthétique-politique trouve à s'exprimer dans les campagnes de volontariat où la naïveté et la générosité s'expriment dans des actions³⁰ et des déclarations plus ou moins teintées de populisme. En matière de recherche esthétique, la quête se mène en rangs dispersés et on observe plutôt des phénomènes d'influence que l'émergence de mouvements ou d'écoles. Le seul mouvement qui compte est rattaché à l'ensemble de la production picturale maghrébine, voire arabe et tente de marier l'abstraction arabo berbère avec la figuration occidentale. Inauguré à Paris, avant l'indépendance, par un trio marocain-algérien-soudanais (l'agérien était Khadda), ce mouvement a été baptisé par Jacques Berque « Ecole du signe » puis par Jean Sénac « Ecole du noun »³¹. Il s'est propagé, diversifié et, pour s'être passablement systématisé dans la peinture arabe contemporaine, il semble à bout de course. Son plus talentueux représentant algérien actuel est Rachid Koréichi. Le mouvement Aouchem, mouvement de neuf peintres qui organisait en 1967 une exposition à la galerie officielle de L'UNAP en est un bourgeon. Son originalité réside dans une « scénographie » de l'anti-conformisme qu'il donne à l'accrochage et au manifeste qu'on distribue le jour du vernissage, où il se définit comme « une peinture contre ». L'action est symptomatique de l'esprit du temps imbu de didactisme, de désir de retrouver la communion populaire qui caractérisait les arts appliqués d'autrefois et d'enraciner sa quête dans une mémoire collective. Martinez, avec ce sens de la fête qui le caractérise renouvellera l'expérience à Alger, dans le sud algérien et à Marseille.

Le dialogue de la peinture et de la littérature prend différentes voies : illustration d'une œuvre littéraire, création conjuguant poésie/ peinture, essai ou présentation puisque, à chaque exposition, l'artiste demande au poète la complicité de ses mots. Il y aurait beaucoup d'exemples à donner parmi lesquels nous pouvons retenir *La rose et l'ortie*, poèmes de J. Sénac, dessins de Khadda³² ; *Nedjma*, le roman de Kateb Yacine illustré par Issiakhem³³ ; *Aïcha Kandicha*³⁴ réalisé par deux créatrices (Fatiha Rahou et ses « Peintures sous verre »,

³⁰ Dans un louable et naïf effort de rapprocher l'art des ouvriers et des paysans, des peintres comme Khadda, Martinez, Ben Baghdad, se prêtent à des expériences de peinture collective, accompagnées de débats avec des publics mobilisés par les syndicats ouvrier ou paysan ; Khadda donne des conférences dans différentes unités de production ; Martinez monte avec ses étudiants des manifestations visant « introduire l'art dans la vie quotidienne » etc.

³¹ Du nom d'une lettre de l'alphabet arabe évocatrice de la forme du sein ; lettre qui par ailleurs a dans la poésie arabe une charge érotique et un sens énigmatique

³² In « Les Cahiers du monde intérieur », Paris, 1964.

³³ paraît en 1967 aux éditions du Burin et Martinsart dans un volume intitulé *Algérie*, aux exemplaires numérotés, imprimerie du Compagnonnage. qui est littéralement "encadré", en début de volume, par un message du Dr.Taleb Ibrahim, alors Ministre de l'Education Nationale, un texte de Pierre Desvalois, ex-Secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs, « Belle et vivante Algérie » et, en fin de volume, par un article de Bouzid Hamiche, Directeur du service du Plan et des Statistiques, « L'Education nationale en Algérie ». Lorsqu'on ouvre le livre, ce n'est pas le portrait de Kateb Yacine que l'on trouve mais celui du... Ministre! (Portrait en taille-douce de Serge Beaune)

³⁴ Publisud, 1983

Djamila Olivesi et ses « Textes sous rêve ») ; le très bel album de peinture et de poésie *Bouches d'Incendie* où les dessins de Denis Martinez accompagnent plusieurs poètes des deux langues (Boulanouar, Laghouati, Djaout, Tibouchi, Azradj et Hamdi)³⁵ ; *L'Enfance au coeur* réunit quarante six écrivains et peintres algériens, des aînés aux plus jeunes³⁶ ; *C'est peut-être comme ça ? Peinture écrite* de Denis Martinez où mots et signes graphiques sont intimement mêlés et *Où est passé le grand troupeau?* avec Laghouati son complice³⁷ ; *Serment*, un poème de Bachir Hadj Ali illustré par Myriam Ben³⁸. Cette liste qui témoigne à la fois d'une commande sociale et d'une solidarité des secteurs culturels dans leur désir de secouer la léthargie éditoriale, est loin d'être exhaustive.

La reprise est également manifeste dans la multiplication des expositions et la diversification des lieux d'exposition. Les centres culturels de municipalités, devenus dans les années 1970 des sortes de lieux refuges pour les jeunes gens que les mosquées n'avaient pas happés, retrouvent, pour quelques uns d'entre eux, leur vocation en réactivant leurs programmes et en se dotant de cimaises. Les centres culturels étrangers ne sont pas de reste : centres culturels français, italien, espagnol offrent leurs salles aux artistes. Les grands hôtels aménagent des espaces pour accueillir des expositions de peinture, de photos, d'artisanat ; des galeries privées s'ouvrent à Alger, Oran, Annaba, Tizi Ouzou ; le théâtre régional d'Oran installe des cimaises dans son vaste hall ; des librairies à Alger et Oran aménagent des espaces pour accrocher des tableaux de petites dimensions.

Autre signe des temps, les peintres peuvent plus facilement que par le passé sortir leurs œuvres du territoire national pour des expositions temporaires. Ainsi le Musée des arts africains et océaniques de Paris puis l'espace de la Vieille Charité de Marseille accueillent respectivement en 1987 et 1988 l'exposition *Algérie, expressions multiples* qui présente les œuvres de trois doyens de la peinture algérienne.³⁹

Parallèlement à Alger, des peintres algériens rendent hommage à Picasso. L'exposition se tient au Musée National des Beaux-Arts⁴⁰ ; d'autres expositions ainsi que des conférences sont proposées au Palais de la culture. Un catalogue est édité pour la circonstance par le Musée comportant des textes de critiques d'art introductifs à l'œuvre de Picasso et des extraits de la postface d'Assia Djébar à son recueil de nouvelles, *Femmes d'Alger dans leur appartement*, très suggestive confrontation de la romancière algérienne avec Delacroix et Picasso qui indexe les expositions sur les questions de patrimoine, de partage et de circulations des héritages culturels. La volonté d'ouverture et de confrontation des points de vue est là aussi manifeste. La réflexion reprend aussi sur les thèmes de l'enracinement et de l'universel qui avait suscité des débats passionnés au début de l'indépendance. Ainsi tout un cycle centré sur les rapports entre arts graphiques et arts plastiques donne à voir en 1988 à la Galerie Isma du Centre des Arts de Riadh el Feth à Alger les peintures de Rachid Koräichi, *L'écriture passion* avec des textes de Jamel-Eddine Bencheikh et d'Etel Adnan développant l'idée : « nous avons, nous les Arabes, un lien sacré avec l'écriture : un héritage qui a investi les caractères de notre alphabet d'un pouvoir de feu » qui avait inspiré cette phrase à Khadda :

³⁵ Publisud – Enal, 1983

³⁶ ENAG, Alger, 1986, ouvrage édité par l'Association Enfance et Familles d'Accueil Bénévole de Tami Tidafi, réédité par Djazaïr 2003.

³⁷ Tous deux à l'ENAG, respectivement en 1988 et 1989.

³⁸ ENAG, 1989.

³⁹ *Baya, Issiakhem, Khadda*, catalogue avec texte introductif de Kateb Yacine et des textes de Jean Pelegri, Benamar Médiène et Michel-Georges Bernard présentant respectivement les trois peintres.

⁴⁰ Novembre 1987

Des traces du calame sur le papier quelles que soient leurs formes nous situent dans cette aire qui va du Maghreb au Machreq. Élégance, régularité du flexible roseau, il semble que le dessin en ce monde arabe soit toujours assujéti à l'écrit.⁴¹

Mais c'est surtout la *musique* et, plus précisément *la chanson* qui donnent la mesure de la résistance à l'abrasion culturelle et du degré de dissidence qui souffle dans les expressions populaires. Les chanteurs de chaabi (musique populaire à la confluence des mélodies de musique savante arabo-andalouse et d'airs du folklore rural)⁴², de raï originaire de l'Oranie ou de noubas du répertoire andalou n'ont jamais cessé de susciter la ferveur populaire que ce soit sous la colonisation, dans la période austère de la « fermeture » du pays ou dans la décennie noire où le diktat intégriste interdisait toute musique autre que les cantiques.

Les associations de musique algérienne, tous genres confondus, ont traversé les pires épreuves sans céder la place. Pour une dizaine d'associations privées répertoriées au lendemain de l'indépendance, on en compte plus de cent en l'an 2000. Ni le contexte hostile, ni la ruralisation des villes, ni le dirigisme d'Etat, ni l'intimidation des islamistes, n'ont pu décourager la création des associations musicales. Et si l'angoisse et le couvre feu ont réduit le nombre de concerts publics, les orchestres ont continué à se produire dans les fêtes familiales et la diffusion s'est considérablement élargi du fait de l'explosion du marché (légal et parallèle) de cassettes et de CD.

Les années 80 sont celles du triomphe du Raï en Algérie et de son exportation, en France d'abord puis en Europe et aux Amériques. Même le monde arabe, si suspicieux à l'égard de « l'impureté » des arts et des lettres du Maghreb, a ouvert ses frontières à cette musique qui est davantage un phénomène de société et de civilisation du mixte qu'un genre musical traditionnel. Autre phénomène social, la chanson kabyle connaît, elle aussi au début des années 1980, un franc succès qui, aujourd'hui encore, ne se dément pas. A telle enseigne qu'elle a contribué à médiatiser la revendication culturelle berbère. « Le printemps berbère »⁴³ a réactivé la chanson traditionnelle berbère et son audience tant en Algérie qu'à l'étranger. Illustrée par Aït Menguelett, Ferhat, Idir, le malheureux Matoub Lounès ou le groupe féminin *Djurdjura*, elle déborde de vitalité et a de beaux jours devant elle.

Les événements artistiques, certes rares, manifestent pourtant un esprit de résistance comme sous la colonisation. Des festivals innovants comme les Poésiades de Bejaïa voient le jour, des manifestations plus restreintes se déroulent ici ou là à l'instigation d'un enseignant, d'une association culturelle, d'un groupe musical... Au demeurant, dans toutes les pratiques culturelles, on voit émerger des initiatives privées qui apportent une bouffée d'oxygène, qui durent jusqu'à ce que les difficultés matérielles et les obstacles institutionnels laminent l'enthousiasme des « meneurs ». Dans tous les domaines, les initiatives individuelles ou de groupes ont tenté de remédier à la frilosité institutionnelle sans, bien sûr, pouvoir compenser les trop nombreux manques. De façon générale, en contrepoint de la culture officielle se développe, dans les marges une culture de la dissidence. Et cette culture périphérique prend parfois une telle ampleur qu'elle représente l'Algérie de par le monde en lieu et place de la production officielle. Quelques actions ont tenu mieux que d'autres, peut-être parce qu'elles

⁴¹ In catalogue de l'exposition d'aquarelles à Alger, galerie Isma juillet 1986

⁴² Son plus illustre représentant, El Anka a admirablement mixé la musique de sa Kabylie natale avec l'andalou algérois. Il a aujourd'hui des épigones de talent qui renouvellent le genre. Bachir Hadj Ali lui a consacré une étude instructive.

⁴³ L'interdiction par le wali (préfet) de Tizi Ouzou d'une conférence de l'écrivain et chercheur Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle ancienne a déclenché une vague de manifestations et une répression qui font date dans la longue marche de la revendication linguistique et culturelle berbère en Algérie. Poètes et chanteurs ont popularisé la question.

étaient portées par des artistes reconnus ou parce qu'elles ont bénéficié d'une bonne médiatisation.

Le monde de l'information et de l'édition

Dans les différents gouvernements algériens l'information a souvent été associée à la culture dans le même portefeuille ministériel, mais plus que la culture, l'information est l'objet de l'intérêt des responsables politiques.

La presse écrite et orale

La presse est tout de suite une préoccupation majeure du nouveau pouvoir en place car son impact sur les lecteurs est essentiel. Les anciens titres disparaissent au profit de nouveaux et, dans l'euphorie générale, le journalisme se veut au service de la construction nationale.

Alger Républicain, prestigieux journal de la gauche anticolonialiste interdit pendant la guerre, reprend du service. Son directeur, Henri Alleg qui avait été arrêté, torturé, avait livré son témoignage dans *La Question et La Gangrène*, est de retour, une fois la paix gagnée ; de retour aussi Boualem Khalfa, évadé de la prison de Fresnes quelque temps avant la proclamation du cessez-le-feu, Abdelhamid Benzine, sorti du « camp de regroupement » de Lambèse, Mustapha Kaïd, accouru de Paris pour prêter main forte « aux camarades » et l'intraitable Jacques Salor⁴⁴ qui reprend les rênes des maigres finances, comme « avant », avec sa femme Rolande. Et puis tous ces « pieds-rouges », fraîchement débarqués de France pour aider à reconstruire le pays et qui n'ont pour toute adresse à Alger que celle « du journal ». Autour gravite une horde de bénévoles et de sympathisants : intellectuels algériens balançant entre nationalisme et marxisme, jeunes coopérants français cherchant des repères, guévaristes de tout crin convaincus que la Révolution mondiale est en marche et qu'elle passe par Alger ! Les bureaux du journal et ses abords sont une fourmilière où l'on refait le monde... mais où l'inquiétude monte à mesure que se précise la propension hégémonique du FLN.

Celui-ci crée l'hebdomadaire *Révolution africaine* où Harbi inscrit sa vision trotskiste du moment tandis que la ligne générale se cherche tout en soutenant la politique de Ben Bella. Les idéologues de la gauche du FLN s'y retrouvent. C'est « Révaf » qui, en octobre 1964 offre ses colonnes à la première polémique sur le choix de société et la politique culturelle de l'Algérie indépendante. Bourboune, Lacheraf, Harbi, Hadj-Ali... y croisent la plume. Le ton est passionné et les arguments solides, les rivalités personnelles inspirent quelques persiflages mais le lecteur a de la matière à méditer et la liberté d'expression est de rigueur.

Mais très vite, avec l'instauration du parti unique sur le modèle soviétique, un système de contrôle se met en place. *Alger-Rep.* est suspendu et *Révaf.* devient organe du Parti (unique), se dote d'une direction idoine qui s'applique à instaurer l'unité de pensée préférant le néant ou le dérisoire à des articles qui dérogeraient à « la ligne ». Dès lors, le principe de la censure était admis, sans qu'il ait même fallu légiférer sur la chose. Le dispositif va se roder dans les différentes institutions d'Etat, générant l'auto-censure qui dilue l'image du censeur et le dispense de recourir à la force.

⁴⁴ Il sera arrêté, torturé et emprisonné plusieurs années après le coup d'Etat de Boumédiène, en 1965.

Evidemment le « jeu » contraintes/libertés de ton n'est pas le même selon les équipes des organes de presse, selon les périodes plus ou moins permissives, selon les nécessités de moment. (accompagnement du mouvement des non alignés, des campagnes de volontariat, des décrets de nationalisation des richesses du sous-sol, guerre des six jours, etc.). Mais à mesure que le maillage du pays par les *mouhafadate* (sections de base du FLN) se développe, le dirigisme se durcit et l'interventionnisme des commissaires politiques musèle la presse, homogénéise les discours et stérilise la pensée. Quelques débats ou polémiques persistent au sein de l'université, au sein des unions professionnelles, au sein du syndicat unique : l'union générale des travailleurs algériens (UGTA), créée pendant la guerre dans les rouages du FLN. Mais la presse en rend peu compte et ne commente quasiment pas.

Dans ce ton dominant, et bien que toute la presse soit devenue une presse officielle, dépendant donc du Ministère de l'information, du Parti ou de l'armée ; certains organes vont progressivement – et selon les périodes dans telle rubrique ou dans telle autre -, être « reconnus » par le lectorat comme plus subversifs, cherchant un ton original, laissant passer l'irrévérence indispensable à l'innovation, la liberté de ton nécessaire à la démocratie, au travail de l'information et à toute activité culturelle. Dans les années 70, pour ne prendre que cet exemple, s'affirme un jeune bédéiste et dessinateur de presse, Slim dont les planches humoristiques font la gloire des journaux où elles s'insèrent comme *La République d'Oran*, *Algérie Actualité*, plus tard, *Révolution Africaine*. Les rubriques « Culture et Société » tenues par quelques journalistes dont Tahar Djaout, Malika Abdelaziz, Abdelkrim Djaad, Nacer Ouramdane, Abdelkrim Djilali, Fatiha Akeb,... et d'autres montent au créneau et instaurent des débats que les lecteurs attendent, débats de mieux en mieux ciblés à mesure qu'on approche de la fin des années 80. Le débat linguistique est de ceux-là ainsi que les points de vue sur la politique scolaire ou l'absence de politique culturelle entre autres sujets.

Avec l'éclosion d'une presse nationale, les Algériens se sentent légitimés à prendre la plume et ils sont nombreux à le faire ; il suffit pour s'en convaincre de lire les quotidiens et surtout les hebdomadaires de 1962 à 1989. Compagne de l'actualité, initiatrice d'écriture, cousine du conte, la nouvelle ne pouvait qu'avoir de beaux jours en Algérie et ne peut qu'en avoir encore. Rarement coupés des racines populaires de leur culture, les Algériens ont le goût du conte inoculé dès l'enfance par une pratique familiale ou parfois plus collective de groupe qui a imprimé dans leur sensibilité artistique une attirance pour le récit court, facilement intégrable dans le parcours du quotidien. Aussi ce « petit » genre apparaît-il comme le moule rêvé d'une propédeutique de l'écriture d'autant que les outils linguistiques d'expression ne sont pas vraiment maîtrisés. Rares sont les numéros d'*Alger Républicain*, de *Chaab*, du *Peuple*, de *Révolution Africaine*, de *La République d'Oran*, d'*Algérie Actualité*, d'*El Djezaïria*, de *L'Actualité de l'émigration*⁴⁵, qui n'intègrent pas dans leurs livraisons une ou parfois deux nouvelles. Que le thème dominant soit celui de la guerre n'est pas étonnant tant est profond le traumatisme laissé dans les consciences mais aussi du fait de l'exploitation par le discours officiel de cette épreuve collective davantage pour légitimer son dogme de l'unicité (un seul peuple, une seule langue nationale, une seule religion, un seul parti, une seule pensée...) que pour renforcer la cohésion nationale. Mais ce thème n'est pas le seul et les nouvelles donnent aussi à lire l'actualité d'une société en train de chercher ses marques et ses références. Malheureusement beaucoup de ces nouvelles sont médiocres : schématiques dans leur construction, elles sont alourdies par un discours démonstratif pesant et une moralisation simpliste comme si elles cumulaient la convention inhérente au conte d'illustrer une morale et l'effet pervers de l'unité de pensée

⁴⁵ - Titre de quotidiens ou d'hebdomadaires qui, de 1962 à 1990 (multiplication alors de titres avec suspension du monopole d'état) ont nourri la lecture de presse des Algériens.

Faisant partie de la presse, les *revues* ne bénéficient pas d'un sort plus enviable, bien au contraire, puisque ni les revues culturelles et littéraires, ni les revues scientifiques n'ont réussi à s'implanter et à vivre durablement, à une exception – remarquable – près : *Libyca* une publication du CRAPE⁴⁶. Née en 1953, pendant la colonisation, cette revue a fidèlement sorti son numéro annuel d'excellente tenue scientifique et de bonne facture technique, y compris pendant la décennie 1990 où le terrorisme a décimé la fragile infrastructure de recherche qui s'était mise en place. Tournant le dos aux remous politiques de la scène contemporaine, cette revue a résisté à toutes les folies destructrices parce que, n'étant pas directement dans les enjeux du moment, elle a su grâce à la compétence, à la discrétion et à la pugnacité de sa cheville ouvrière Germaine Aumassip, continuer à creuser son sillon. Autrement toutes les tentatives postérieures à l'indépendance ont été éphémères. Plusieurs n'ont pas passé le cap de l'intention et du n° zéro. Pourtant la première, *Novembre* permettait tous les espoirs. Créée par Mohammed Boudia, elle se voulait trimestrielle et se proposait d'accueillir à la fois des textes de création, des illustrations graphiques et des textes d'information et de réflexion sur tous les arts. Malgré l'adhésion du public, elle n'a réalisé que 3 ou 4 numéros⁴⁷. Les tentatives qui l'ont suivie ont le plus souvent avorté parce que les équipes rédactionnelles, tributaires du bailleur de fonds (l'Etat) et de l'inévitable immixtion du Parti, ne pouvaient pas être autonomes. La revue *Promesses*, éditée par le ministère de la culture et dirigée par une équipe affiliée à l'union de la jeunesse (UNJA), s'est produite d'abord en français puis en arabe et a connu la plus grande longévité en raison peut-être (en dehors de sa diffusion assurée par les structures du Parti et de l'Union) de la somme de poèmes et de nouvelles que de jeunes candidats à l'écriture lui adressaient⁴⁸. Dans un autre domaine, une autre expérience qui a duré est la revue de cinéma et de télévision *Les deux écrans*⁴⁹. Née en mars 1978, elle a accompagné la période faste du cinéma algérien et contribué à desserrer l'étau du repli sur soi en ouvrant la fenêtre sur les autres cinémas du monde et, partant, sur d'autres contextes culturels. Sans respecter strictement la livraison mensuelle qu'elle s'était fixée, elle a vaillamment tenu la route quelques cinq ans, en maintenant une exigence qualitative méritoire. A la fin des années 80 *Parcours maghrébins*, créée par des journalistes, réussit une percée à un moment où l'exigence démocratique se fait de plus en plus pressante et où la presse officielle est en train de se fissurer de partout pour libérer les forces vives qui vont donner lieu à l'explosion de titres indépendants au lendemain d'octobre 1988.

De leur côté, les revues universitaires ont eu beaucoup de peine à vivre. Reposant souvent sur un individu, elles ne manquent pas de s'écrouler dès lors que, pour une raison ou une autre, il leur fait défaut. Par exemple, les *Cahiers Algériens de littérature comparée* de J-E. Bencheikh n'auront que trois numéros, en 1965-1966 ; la *Revue algérienne*, éditée par la faculté de droit mais traitant, sous l'angle politique, juridique et culturel de questions de société a eu une plus longue vie ; les revues lancées par des chercheurs apparaissent et disparaissent sans laisser de souvenirs impérissables (*Isis* à Oran, *Kalim* à Alger...). Comme l'UNJA, l'union des femmes a sa presse, marquée par les ambiguïtés et les louables efforts de ceux et celles qui s'efforcent d'agir dans le cadre étroit qui leur est imparti. Ainsi *El Dzairia* (L'Algérienne) périodique de l'union reflète les orientations contradictoires des deux

⁴⁶ Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques

⁴⁷ Son comité de rédaction qui comprenait M. Boudia, Mourad Bourboune, Malek Haddad et M. Khadda a été disloqué par l'exil des deux premiers à la suite du coup d'Etat de Boumédiène en 1965.

⁴⁸ Quelques uns comme, par exemple Labter ou Kaouah, sans avoir percé, ont continué à écrire et à publier tout en faisant un autre métier pour vivre.

⁴⁹ Sous la direction de Abdou B., journaliste et critique cinématographique reconnu, elle a réuni dans son comité de rédaction, qui a varié au cours des ans, les meilleurs talents de critique journalistique, des cinéastes et des romanciers.

tendances qui se disputent sa direction⁵⁰. D'autres expériences se tentent péniblement : Hélène Klein et Zhor Sellami, journalistes, qui ont voulu monter une revue en dehors des cadres officiels ne réussiront à sortie qu'un numéro de leur revue *Femmes*. Au milieu des années 1970, Assia Djebar, de retour au pays et à l'université d'Alger, donne une série d'articles dans *El moudjahid culturel* qui l'identifie comme voix autorisée sur la situation socio-culturelle des femmes⁵¹ ; d'autres initiatives citoyennes comme *Présence de femmes* (4 à 5 numéros) sont conduites avec des moyens dérisoires et tentent de faire avancer l'émergence d'une parole féminine(niste). Enfin signalons quelques tentatives de création de revues de modes restées sans lendemain.

La radio et la télévision sont des pièces essentielles du monopole d'état. S'il y a quelques espaces de liberté qui se construisent sur les chaînes radiophoniques (en nombre limité) des émissions de Jean Sénac dans les années 70 à celles de Hawa Djabali en passant par celles de Farid Mammeri, c'est encore une fois, après 80 que de plus en plus d'initiatives décoiffantes et subversives s'affirment comme *Madame Doudoune* ou l'émission *Sans pitié* de Mohamed Ali Allalou dont la satire mordante cible avec insistance les dysfonctionnements de l'arabisation. La chaîne II fait un travail de vulgarisation de la culture berbère et de diffusion du berbère (kabylo essentiellement), tandis que la première chaîne, plus « alignée » sur les positions officielles n'est pas dépourvue d'échappées culturelles de grand intérêt portant notamment sur l'histoire et, plus récemment sur des sujets de société comme l'adoption, le sort des mères célibataires ou la discrimination sexuelle.

La télévision, avec sa chaîne unique, cette lourde machine de transmission de la doxa, n'ouvrira de petites lucarnes qu'épisodiquement et très parcimonieusement à l'occasion de grands événements comme, par exemple, en 1976, lors de la retransmission des débats sur l'avant projet de la Charte Nationale qui sera adoptée la même année. Prise de température de l'opinion publique ou soupape de sécurité ? Quoi qu'il en soit, après deux ou trois semaines de forums sur tout le territoire dans les universités, les théâtres, les salles de cinéma, la chape de plomb retombe vite et le ronron bureaucratique reprend ses droits, à peine troublé par quelques reportages sur des sujets sociaux et quelques polémiques sur les dérives économiques ou quelques tables-rondes sur des sujets divers. Autrement le programme télévisuel est livré à des journaux d'information plombés par la langue de bois et à la médiocrité des fictions égyptiennes, états-uniènes ou latino américaines pour consommation de masse.

Néanmoins quelques reportages de bonne tenue sur des sujets scientifiques, économiques ou de société sont parfois diffusés, témoins du combat que des professionnels mènent au jour le jour et qui font émerger quelques vedettes du petit écran. A telle enseigne que journalistes, animateurs(trices) et présentatrices de journaux télévisés ayant fait leurs armes à la télévision algérienne ont facilement trouvé des emplois à la MBC (qui émet en arabe, à partir de Londres) ou dans les récentes chaînes des pays du Golf lorsque la pression intégriste les a poussés vers la sortie. Dans le créneau plus spécifiquement culturel, on retiendra l'expérience intéressante de télé- ciné-club avec Ahmed Bedjaoui qui a beaucoup fait pour la cinéphilie et pour le débat sur des sujets de société (viol, adultère, conception archaïque de l'honneur etc.) La séance donnait lieu à une projection du film de ciné-club, précédée par une présentation pédagogique livrant des éléments de décryptage sémiologique du discours cinématographique et suivie d'un débat portant essentiellement sur le contenu, accessoirement sur la forme. Par ailleurs, - concession faite à l'élite chassée des salles de cinéma par leur dégradation et par la montée de l'intégrisme ou initiatives de fonctionnaires

⁵⁰ Les unes sont, idéologiquement sous la coupe du FLN ; les autres sont influencées par le PAGS (parti de l'avant garde socialiste, nouveau sigle du parti communiste, en principe clandestin depuis 1965).

⁵¹ Ces articles nourriront son recueil de nouvelles *Femmes d'Alger dans leur appartement*, 1980 annonçant le tournant pris par son œuvre et son entrée dans l'expression cinématographique.

cinéphiles ?- les films des soirées sont le plus souvent, choisis dans les grands classiques du répertoire international et dans les meilleures sélections des productions récentes (expurgées bien sûr des scènes « osées » !).

Certaines projections ont pris par leur retentissement ou par l'enjeu qu'ils révélaient l'ampleur d'un événement politique mémorable. Ainsi, en 1985, pour une émission plus qu'attendue et conventionnelle sur la commémoration du 1^{er} Novembre, la télévision projette un court métrage, *Barberousse, mes sœurs* de Hassan Bouabdellah et de Mouzaoui qui va déclencher dans la presse et dans la rue un échange d'opinions marqué au coin de la polémique. Ce petit film prenait en charge l'indignation qu'avait suscitée le film de Hadj Rahim, *Sarkadji* sur le quartier des condamnés à mort de la prison de Barberousse où pas la moindre allusion n'était faite aux femmes. Le film de Boubadellah, plus qu'une mise au point, était un film militant qui, tout en rétablissant la vérité historique, remettait sur le tapis la question controversée de la place des femmes dans la lutte de libération nationale et de leur évacuation de la scène publique au lendemain de l'indépendance. Il a été ensuite maintes fois projeté, suscitant régulièrement des débats passionnés.

A partir de 1990, conjointement à l'émergence du multipartisme, la télévision inaugure des émissions inédites et très suivies comme *Face à la presse* où des hommes politiques d'obédience divergente s'affrontent. Le sentiment général était que l'apprentissage de la démocratie était bel et bien engagé. Mais dans la rue, les intimidations et les agressions des islamistes se multiplient et l'horizon s'assombrit dangereusement.

L'Edition

L'édition nationale se crée en 1964-1965 dans un contexte de mise en place du monopole d'état. D'entrée de jeu, les dispositions particulièrement favorables aux écrivains en matière de droits d'auteurs⁵² sont présentées comme une volonté de l'Etat d'encourager la production intellectuelle. Il n'en fut rien et l'effet pervers induit, transforme la mesure en « gâteau à partager » ; d'où la médiocrité des trois-quarts des livres édités. Quelques rescapés parviendront à se faufiler entre les mailles du filet mais la plupart des écrivains qui comptent publient en France pour les francophones, à Damas ou à Beyrouth pour les arabophones.

Mon public authentique est un public algérien et jamais, à aucun moment, je n'ai pensé à écrire pour des Français, même si des conditions particulières m'ont obligé à aller publier à l'étranger. Il n'était en effet pas possible d'envisager la publication de mes romans ici,

déclarait Rachid Mimouni dans *Parcours Maghrébins*, en 1989.

Dans les années 80 où l'état du monologisme ambiant se desserre, une recrudescence de publications s'observe, lié à l'émergence de maisons d'édition indépendantes. Quelques événements sont révélateurs de tensions visant à faire bouger le champ socio-littéraire et à lui imprimer un nouveau dynamisme : création d'un hebdomadaire satirique, *El Manchar (La Scie)*, prolifération de journaux, hebdomadaires et mensuels qui arrivent à atteindre le chiffre d'une centaine ouvrant tous leurs colonnes à des dessinateurs de presse satiriques ou humoristiques dont certains, comme Dilem, sont devenus très célèbres dans la décennie suivante. Parmi les événements éditoriaux, la sortie de *Il était une fois Rien*, un nouvel album de Slim, enthousiasme le public. L'album reprend les planches publiées dans *Algérie-Actualité* entre 1979 et 1981. La notoriété de Slim n'était plus à faire puisque les aventures de Bouzid et les planches sur l'actualité faisaient de lui un des artistes les plus connus à travers tout le pays. Mais publier l'ensemble de ces pages, en album, avec ce titre, était un beau

⁵² Fixés entre 13 et 15%, les droits d'auteurs sont versés sur le premier tirage avant même la mise en vente de l'ouvrage.

programme et une belle impertinence. Il reste encore aujourd'hui un des documents artistiques les plus suggestifs et les plus désopilants sur les années 80 atteste de la capacité de l'humour à contourner la censure.

Par ailleurs toute cette période connaît une publication « sauvage » : d'une part l'auto-édition essaie d'imposer des textes qui ne parviennent pas à être agréés par les maisons du monopole d'Etat, d'autre part l'édition artisanale, photocopiée assume une fonction symbolique de protestation plus qu'elle ne se conçoit comme solution alternative. A cheval sur la solution alternative et la 'robinsonnade' esthétique, la naissance, en 1975 des *éditions de l'Orycte*⁵³ à l'initiative d'un professeur de philosophie – Michel-Georges Bernard - du lycée de Sour El Ghozlane est une aventure originale à dimension à la fois élitiste et populaire. L'artisan-éditeur, qui est par ailleurs poète et critique d'art a tissé des liens d'amitié avec poètes et peintres algériens. Avec leur collaboration, il met au point une entreprise à propos de laquelle il s'exprime ainsi en 1991.

L'objectif anachronique de ceux et celles qui les fondèrent (les éditions de l'Orycte), fut à l'origine de ne rien entreprendre qu'ils ne soient capables, de leurs mains, de réaliser eux-mêmes, ou avec l'aide de leurs collaborateurs bénévoles.

A la fois loisir, jeu et action militante, l'idée en a germé dans la tête d'un amoureux des livres, de la peinture et des papillons, vaguement anarchiste et positivement philosophe zen que les hasards de l'Histoire et de son histoire personnelle ont conduit à l'orée de la civilisation, au pied du Djurdjura. Le souci n'était pas celui de la commercialisation et le tirage limité à 150 exemplaires était comme un bulletin de liaison qui diffusait la belle parole dans un réseau d'amis qui parfois ne s'étaient jamais rencontrés. Les trois quarts des publications revenaient à la poésie algérienne de langue française, le reste à la poésie française. Fascicules précieux où l'on retrouve des poètes déjà anciens : Bachir Hadj Ali, Jean Sénac, Messaour Boulanouar, Abdelhamid Laghouati et des nouveaux venus : Hamid Tibouchi, Tahar Djaout, Habib Tengour, Ghaouti Féraoun, Arezki Metref, Abdelmadjid Kaouah, Rabah Belamri⁵⁴... Aux yeux de leur éditeur « Ces poètes ont eu en commun l'expérience première de la révolte, de la négation, de l'inacceptable (...) De recueil en recueil, (ils) ont reçu le soutien plastique des artistes les plus significatifs de la peinture algérienne contemporaine. » Mohammed Khadda, bien sûr, complice des premières heures, mais aussi Abdallah Benanteur rencontré plus tard à Paris. Et puis Denis Martinez, Ali Silem, Hamid Tibouchi et Oussama et d'autres.

Ces expériences constituent évidemment une masse tout à fait négligeable dans le paysage éditorial algérien de l'époque. Elles sont évoquées ici parce qu'elles donnent la mesure du désert culturel dans lequel se débattaient les créateurs et des mesures de détresse par lesquelles ils se sauvegardaient.

Pour poursuivre sinon compléter ce panorama, il faudrait dire quelques mots des *musées, des bibliothèques, des librairies*... Tout ce qu'on pourrait en dire irait dans le même sens que ce qui a été avancé à propos des autres secteurs : même absence de politique appropriée, ou plutôt, même tendance à compenser la carence d'une vision d'ensemble par des mesures parcellaires, au coup par coup, des opérations sans logique ni continuité entre elles qui ignorent la perspective, les étapes et le cumul de l'expérience. L'improvisation règne et bute inmanquablement sur les blocages bureaucratiques, les apories des textes législatifs, l'incurie des responsables politiques qui délivrent les sésames.

⁵³ Du nom d'un petit hyménoptère qui se love dans l'alvéole qui creuse dans la terre et que l'on peut découvrir dans la campagne de Sour El Ghozlane, au sud-est d'Alger, où résidait l'instigateur de ces éditions.

⁵⁴ Guillevic et M.-G. Bernard lui-même figurent aussi dans le répertoire.

Arrêt sur image : Riadh El Feth

Ensemble architectural entièrement conçu et réalisé sous la présidence de Chadly Bendjedid qui a succédé à Boumediene, sous le signe du slogan « pour une vie meilleure » Riadh el Feth (le Jardin de la Victoire) est un concentré de la nouvelle conception de la culture des années 80. Il surplombe la ville d'Alger, à l'opposé de la Casbah – quartier emblématique du vieil Alger -, à l'ouest de la célèbre baie. Le site est magnifique qui surplombe jardin d'essai (devenu jardin du Hamma) et le Musée des Beaux-Arts, prestigieux lieux hérités de l'époque coloniale. Avec la nouvelle Bibliothèque Nationale, aujourd'hui achevée, qui jouxte le jardin d'essai, ce quartier du Hamma est devenu un centre névralgique des hauts lieux de la culture, d'autant que, sur une colline proche a été construit le Palais de la Culture (qui abrite le Ministère de l'Information et de la Culture) ; un immense palais néo-mauresque voulant rappeler la magnificence de l'architecture d'autrefois et destiné à accueillir les grandes célébrations. Malgré cette concentration et ce faste, le quartier est loin de provoquer un déplacement de la ruche du centre ville qui anime les abords de la faculté centrale.

A mi chemin entre le Hamma et le Palais de la Culture, Riadh El Feth. Il s'agit d'un complexe d'espaces à vocation multiple reliés entre eux par des aires de promenade et une immense esplanade et dominée par *Maqam Echahid* (monument du martyr) : stèle énorme composée de trois palmes recouvrant la vasque où brûle la flamme dédié au martyr, mise sous garde militaire permanente avec rite de relève. C'est là que se déroulent les nombreuses cérémonies officielles avec l'inévitable dépôt de gerbe. Comme le monument ne se veut pas uniquement commémoration du passé mais lien entre passé et présent, à la base de chaque palme se trouve la statue en pied d'un personnage - le combattant, le paysan et l'ouvrier – dans le pur esprit de la statuaire imposante du réalisme socialiste. L'immense esplanade de marbre, accessible au public été le théâtre d'énormes concerts de musique, de chant et de danse, les premières années de son installation, entre 1985 et 1987. En contrebas un très grand musée de la guerre (*Musée du Djihad*) expose des tableaux pompeux représentant des épisodes de la résistance à la colonisation, des photographies et divers objets évoquant la guerre de libération nationale. A proximité du musée, le *Sanctuaire du martyr*, circulaire, tente d'allier la solennité d'un lieu de commémoration « républicaine » (laïque) et l'inévitable « spécificité » du socialisme algérien à connotation arabo-musulmane traduite par un imposant lutrin trônant au centre du sanctuaire et supportant un Coran aux généreuses dorures. Tandis que cette composition centrale est bien éclairée, le chemin de ronde qui la cerne est plongée dans une pénombre jugée propice au recueillement des visiteurs... Fait de matériaux riches (marbre et fer forgé), l'édifice opte pour les dominantes du noir et du doré et joue sur les passages de lumières pour créer une atmosphère solennelle. A lui seul ce sanctuaire est un condensé de la définition identitaire que le discours officiel veut accréditer et le disparate du lieu rend bien compte des difficultés à établir une synthèse convaincante d'éléments qui restent juxtaposés. Il est complété par un *Musée de l'Armée* qui expose des « souvenirs » de la guerre et donne un aperçu des moyens de l'Armée Algérienne, explicitant une filiation entre l'ALN (l'armée de libération nationale d'hier) et l'ANP (l'armée nationale populaire d'aujourd'hui).

Cet ensemble dévolu à la commémoration des hauts faits d'armes et à la gloire des combattants, est curieusement flanqué d'un centre commercial pompeusement appelé *Centre des Arts*. Construction en creux, sur quatre niveaux, en sous-sol où, autour d'un immense patio à ciel ouvert, se côtoient des magasins, des salles d'exposition, des salons de thé, des restaurants, des salles de spectacle (cinéma et théâtre), de jeu et des services divers. C'est l'espace le plus animé, le plus fréquenté par les visiteurs car il donne l'agréable illusion

d'échapper au sous-développement. *le Bois des Arcades et le Village des Artisans*, espace verdoyant et boisé qui abrite des cafés, différents types de restaurants, des glaciers, un espace de spectacle de plein air et des boutiques d'artisans traditionnels est relié par un chemin arboré au *Centre des arts*.

La décision d'ériger cet ensemble architectural a rencontré une vive opposition dans la population qui y voyait un moyen de dilapider les biens de l'Etat au bénéfice de quelques privilégiés. L'hostilité s'est surtout traduite par des sobriquets pour désigner les lieux : « Tchi-Tchi Center » ou « Houbel ». ⁵⁵ Construit par des étrangers, essentiellement une entreprise Canadienne symbolise aux yeux de la majorité des citoyens la dépendance culturelle et technologique d'un système qui ne fait pas confiance aux cadres qu'il a formés et l'érection d'un monument importé, tant par ses concepteurs que par ses réalisateurs a encore creusé la distance entre la caste au pouvoir et le commun des Algériens. On a aussi cherché les motivations de cet aménagement urbain dans le désir inavoué mais perceptible de Chadly et son entourage d'abandonner le socialisme pour l'économie de marché. En tout cas le projet s'inscrivait dans le sillage de l'entrée de l'Algérie dans l'ère de la consommation ... et de l'accroissement de la dette.

Vivement critiqué du fait de son coût et de son implantation ostentatoire et arrogante dans des quartiers populaires assez démunis, cet ensemble en contraste criant avec les cités environnantes, une fois réalisé, s'est bien intégré dans la vie algéroise-algérienne. Il est devenu un lieu culturel intéressant et aussi, ce qui est important dans la conjoncture que l'on sait, le lieu d'une mixité, « surveillée » certes, mais possible. Un exemple peut en être donné avec le Bois des Arcades devenu un des rares lieux de retrouvailles des couples d'amoureux. Les 8 mars, sans être interdit aux hommes, les femmes de tout âge et de toute condition sont si nombreuses qu'elles l'occupent entièrement.

Il a été aussi le lieu d'activités culturelles dont les médias ont transmis l'écho par la télé ou la presse. Les Musées et le Sanctuaire ont reçu de très nombreux visiteurs. Riadh el Feth, souvent filmé à la télé, comme fond de clips ou d'émissions de variétés, a acquis le statut de lieu de loisirs par excellence (du moins les sept premières années de son fonctionnement ⁵⁶) et de destination d'une des visites obligées des provinciaux dans la capitale. En effet, jeunes et moins jeunes vont visiter Riadh el Feth plutôt que la Casbah, l'Amirauté ou le jardin du Hamma. Les premiers spectacles de Fellag à Alger y ont été donnés, la rencontre internationale Frantz Fanon en 1987 s'y est tenue ainsi que des expositions importantes de peinture et toutes sortes de rencontres scientifiques, industrielles ou médicales. Par ailleurs, ayant modifié la vue panoramique d'Alger, il est désormais présent dans les représentations iconographiques de la capitale (cartes postales, photographies, peinture) et dans quelques romans comme *La Gardienne des ombres* de Waciny Laredj ou *L'Etoile d'Alger* d'Aziz Chouaki ⁵⁷. De sorte que, même ceux qui étaient les plus hostiles au projet et aux intentions sous-jacentes qu'on lui soupçonnait, ont reconnu une certaine efficacité au volontarisme qui a présidé à son érection et par lequel ses promoteurs ont cherché à souscrire à une certaine modernité indexée sur les pays développés et qui uniformise sensiblement toutes les mégapoles du monde et une culture de la mémoire du passé, plus ou moins maladroitement archivée dans les parties muséologiques du lieu. Quoi qu'il en soit, ce complexe a quelque

⁵⁵ - Ou le centre de la « tchi-tchi », néologisme qui désigne la jeunesse dorée et nantie d'Alger et plus particulièrement les enfants de la Nomenklatura. « Houbel » désigne les idoles vénérées avant l'Islam. Ici, c'est le monument au martyr qui condense toute la réprobation et l'ironie populaire.

⁵⁶ - 1985-1992. Toutefois même s'il y a eu ralentissement, il reste encore aujourd'hui, le lieu de la « modernité » citadine avec tout ce que cela signifie dans l'espace algérois. Il a connu une reprise timide de sa dynamique culturelle avec expositions de peinture et spectacles.

⁵⁷ - Ces deux romans ont été publiés d'abord dans la revue collection *Algérie Littérature/Action* (Marsa éditions) en 1996 et 1997 et ont été réédités depuis. Le premier est traduit de l'arabe, le second est en français.

peu transformé la vie des individus qui le fréquentent, leur rapport à la mixité et leur recherche de visibilité : on s'habille pour aller à Riadh el Feth où tout est « clean » où l'on se détend et où l'on se cultive « algérien » ! Toutefois, et pour tempérer ce constat positif d'intégration de cet ensemble dans le paysage, notons qu'il fut aussi une des cibles de la violence iconoclaste des jeunes au moment des événements d'octobre 1988 parce qu'il était bien répertorié par une bonne partie de la population comme lieu privilégié et... de privilégiés même si, en principe, tout le monde y a accès.

En somme et, dans la mesure où il concentre désormais une bonne partie de la vie culturelle dans la capitale, il ne peut être passé sous silence quand on parle de vie culturelle dans l'Algérie des années 80 à aujourd'hui. En tout état de cause, il est la preuve de la façon dont un pouvoir qui veut inscrire son sens dans une ville ancienne et orienter les regards algérois autrement, s'y prend pour contrebalancer sinon supplanter les monuments habituellement connus et recherchés en introduisant des signes à la fois inédits et pourtant prévisibles parce que inscrits dans la logique du système.

A la croisée des chemins : octobre 1988- décembre 1991

Les émeutes d'octobre et les espoirs d'ouverture

Les émeutes de 1988 sont d'abord une révolte citoyenne avant d'être une jacquerie des laissés-pour-compte. Elles ne sont en tout cas pas des émeutes de la faim ; les jeunes gens qui les conduisaient ayant eu à cœur de piétiner dans les *Souk El Fellah* (grandes surfaces) les denrées détournées du marché pour le profit de quelques uns. Prévues, annoncées par les observateurs, la révolte couvait de longue date et s'était manifestée par des slogans vengeurs dans les stades de foot balle⁵⁸. Sa survenue donnera le signal d'un basculement dans une situation inédite dont l'enjeu principal – celui d'un choix de société – hautement culturel, est toujours à l'ordre du jour.

L'explosion de la jeunesse était l'aboutissement d'un lent processus de désillusions et de colère attisée par un fort sentiment d'abandon et d'injustice qu'elle a cultivé tout au long des années 1980. De multiples raisons de désespérer assaillaient la génération née au début des années 1970 : difficultés de la vie quotidienne, aggravées par le népotisme et la corruption, échec de la révolution agraire entraînant un désengagement des campagnes de volontariat qui avaient mobilisé leurs aînés, profonde crise du système éducatif, montée du chômage en particulier pour les diplômés arabisés ; loisirs hors d'atteinte, quasi impossibilité de voyager à l'étranger et bien d'autres raisons encore ... Et, de fait, les années 1980 seront celles de l'aiguïsement des contradictions. La revendication démocratique se fait plus pressante et, paradoxalement, dans le même temps se fait sentir le besoin d'une autorité forte alors que le discrédit du parti unique et, plus largement, de la classe politique est très important provoquant sinon l'agressivité, le repli de tous ceux pour qui les lendemains ne chantent plus à l'horizon. Désorientée par le bouleversement de la scène internationale du fait de la désintégration en cours des régimes socialistes, de la déroute du pan arabisme, de l'enlisement du monde arabo-musulman dans des systèmes dictatoriaux, de la panne du développement, de la dépendance grandissante de l'économie vis à vis de la rente pétrolière..., la jeunesse algérienne est tiraillée entre islamisme et nihilisme. Dès lors, la montée de l'intégrisme islamiste se trouve confortée et par l'échec des idéologies de gauche dans le monde (communisme, baasisme) et par les ambiguïtés de la politique scolaire au niveau interne.

⁵⁸ Cf. à titre d'exemple « mots et gestes de la révolte » par Monique Gadant et Naget Khadda, in revue *Peuples méditerranéens* n° 52-53, juillet-décembre 1990, pp. 19-24.

En fait, à partir de 1984-85, de nombreuses initiatives politiques et culturelles avaient été prises, nous l'avons vu, et changé progressivement le climat général. Mais c'est surtout après les émeutes que le rythme des événements va s'accélérer : la mobilisation des syndicalistes, des universitaires et des artistes reprend, on organise des assemblées qui instaurent des structures de coordination ; un comité contre la torture en émane⁵⁹. L'année 1989 est riche en événements. Notamment une nouvelle Constitution⁶⁰ est adoptée par référendum le 23 février. Le 4 mars, l'armée se retire du Comité Central du FLN, tandis qu'au cours de ce même mois était agréé le Front Islamique du Salut (FIS), alors même que la constitution fraîchement élaborée interdisait explicitement qu'un parti puisse se fonder sur une base ethnique, sexiste ou religieuse. Ce mois de mars aussi (les 9 et 10), le Président François Mitterrand effectue une visite officielle en Algérie et l'École des Beaux Arts d'Alger réunit autour de Jack Lang tout un aréopage d'écrivains (dans les deux langues) et d'artistes. Une ligue des droits de l'homme⁶¹ et une section algérienne d'Amnesty international voient le jour et la fracture du carcan du parti unique se confirme ouvrant la porte à une libéralisation de l'organisation économique et politique.

En même temps qu'une année charnière dans la mutation politique de l'Algérie, 1989 est une année d'effervescence culturelle dans tous les domaines. On relève notamment des activités éditoriales et littéraires, des événements autour du livre, de sa diffusion accompagnés d'analyses qui postulent une dimension citoyenne à cette reprise. Deux livres regroupant des témoignages sur la répression qui a précédé et suivi les manifestations du 5 octobre 1988 à Alger (*Mots dire la torture* et le *Cahier Noir d'Octobre*) sont publiés par le *Comité Algérien contre la Torture* et présentés au public le 5 octobre 1989, à l'Université des Sciences et de la technologie de Bab-Ezzouar. Des maisons d'édition comme Bouchène ou Laphomic, pour ne citer que les plus courues alors, sont confirmées à côté des entreprises d'état qui, dès lors ne détiennent plus le monopole dont elles jouissaient depuis l'indépendance.

Le champ éditorial qui commence à s'ouvrir et à se diversifier, continue à souffrir de la répartition linguistique des publications, même si, dans les deux langues, l'activité est tonifiée. En français on recense en 1989 une quarantaine de titres nouveaux, (entre essais, témoignages et œuvres littéraires) contre 194 pour la période 1980-1989 ; ce qui est tout à fait honorable pour une sortie de coma. En arabe, si l'on excepte les diverses rééditions du texte coranique et les livraisons d'ouvrages d'éducation religieuse qui concentrent à elles deux sensiblement les deux tiers du chiffre d'affaires éditorial, la performance est relativement moins conséquente qu'en français. L'ENAL, qui a perdu son monopole, préserve la place de premier de peloton⁶² (avec 16 publications en français), elle est suivie de très loin par Laphomic avec deux ouvrages, les autres maisons en compétition n'ayant qu'une seule publication chacune ; néanmoins le paysage éditorial recomposé est intéressant qui donne 17 lieux d'édition possibles, entre Alger et Paris. Autre fait notoire parce que nouveau : les œuvres publiées en Algérie font immédiatement l'objet d'un ou plusieurs compte-rendus de presse et, en règle générale, les journalistes littéraires (Tahar Dajout, Nacer Ouramdane, Abdelkrim Djaad, Arezki Metref et d'autres), rendent également compte assez rapidement des publications algériennes (ou ayant trait à l'Algérie) en France.

⁵⁹ Cf. à titre d'exemple *La marche contre la torture* derrière une immense toile-banderole de Denis Martinez "Non à la torture".

⁶⁰ Dont l'article 40 consigne l'autorisation de création d'associations à vocation politique, la liberté d'expression et le droit à l'information.

⁶¹ Une première ligue des droits de l'homme avait été fondée en 1980 par l'avocat Ali Yahia Abdenour qui avait obtenu la reconnaissance de la représentation internationale mais pas l'agrément de l'Etat algérien. Cette seconde ligue, présidée par un autre avocat, Miloud Brahimi, obtient par contre la reconnaissance de l'Etat algérien.

⁶² A titre indicatif, signalons qu'en 1989 l'Enal a sorti 16 titres, soit trois fois plus que l'Harmattan à Paris qui ne comptabilise que 5 titres (dans le domaine des lettres algériennes de langue française, s'entend) et Gallimard : 2.

Ce renouveau prometteur est pourtant encore entravé par les circuits de diffusion qui ne suivent pas le mouvement et par une quasi absence de promotion, notamment par les médias lourds, restés monopole d'Etat. R. Mimouni notait en 1986 et la situation ne s'est pas beaucoup améliorée en 1989 :

Si la presse et la télévision pouvaient faire autant de tapage à la sortie d'un livre que pour la visite d'un ministre dans quelque ville du pays, beaucoup de choses changeraient.⁶³

Toutefois on note, après 1989, une plus grande liberté de ton (que nous avons déjà signalée)- et dans la presse et dans l'édition. Ainsi, par exemple, les témoignages sur la guerre de libération se libèrent progressivement du carcan du discours convenu pour lever le voile sur des vérités plus cruelles comme cela se passe, par exemple, dans *Lambèse* de Abdelhamid Benzine, *L'Asile de pierre* de Rabah Belamri ou *Baya* de Aziz Chouaki⁶⁴. Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de remarquer que c'est durant l'été 89 qu'on commence à reparler de Abane Ramdane et à remettre en cause, dans la presse - en particulier *Algérie-Actualité* - la version officielle de sa mort. Et si la clarification ne va pas jusqu'à son terme, plus personne n'ignore plus qu'il a été assassiné par les siens. La mémoire se libère lentement de la gangue du mensonge et du cliché. Elle s'ébroue aussi du consensus de l'unité de pensée et les lecteurs découvrent avec le plus grand intérêt de deux essais qui contestent les vérités toutes faites sur lesquelles reposent la bonne conscience du système. Le premier : *L'Ecole algérienne de Ibn Badis à Pavlov* de Malika Boudalia-Greffou⁶⁵ retentit à sa parution comme un pavé dans la mare et suscite des débats passionnés sur le thème - particulièrement sensible - de l'échec de l'école. Malgré ses faiblesses et ses paradoxes, cet ouvrage polémique est toujours une référence obligée dans la réflexion sur la nécessaire transformation du système éducatif algérien. Le second, un recueil d'articles de M. Lacheraf écrits entre juin 1974 à juillet 1987 : *Algérie et Tiers Monde : agressions, résistances et solidarités intercontinentales*⁶⁶, s'attache à cerner ce qu'on pourrait appeler "l'intelligentsia algérienne" en abordant cette définition par deux angles d'attaque : celui de la langue et celui de l'engagement. On y apprécie particulièrement une écriture courageuse de l'Histoire parsemée d'incises acerbes sur le présent algérien. La dédicace à Abane Ramdane qui surmonte la sixième étude, postule une affiliation intellectuelle et morale.

Mais en dépit d'incontestables améliorations, l'ENAL qui a fait de gros efforts sur la quantité et pour la diversification des genres, n'a pas réalisé de saut qualitatif et la remarque de R. Mimouni, émise trois ans auparavant, reste valable :

⁶³ Entretien de Rachid Mimouni avec A.Cheniki dans "Quatre versions pour un thème", *Révolution Africaine*, n°1191, 26 décembre 1986. Le romancier ayant une expérience personnelle du blocage éditorial savait de quoi il parlait. Quant au black-out médiatique il était induit par la décision ministérielle selon laquelle un auteur, ne s'exprimant pas en arabe, ne pouvait être entendu à la télévision algérienne. Il faudra attendre l'arrivée du président Bouteflika au pouvoir pour que les choses changent un peu. On perçoit à travers cette mesure d'interdiction d'antenne de fait, la dimension coercitive de l'arabisation. De plus, en ce qui concerne Mimouni, depuis la publication du *Fleuve détourné* à Paris, il était régulièrement sommé dans les entretiens de justifier son "écart" idéologique.

⁶⁴ Le premier est un récit-témoignage sur la détention de l'auteur (qui a circulé d'abord en photocopie), sort aux éditions de l'Ijtihad tandis que les deux autres sont des fictions publiées respectivement par Gallimard, Paris et par Laphomic, Alger. Signalons que Dar El Ijtihad - librairie et maison d'édition est une société anonyme d'actionnaires rattachée au PAGS (parti communiste) récemment sorti de clandestinité et agréé sous le sigle Et Tahadi.

⁶⁵ Editions Laphomic, 1989. Préface de M. Didjelli, professeur d'arabe et inspecteur de l'éducation nationale réputé.

⁶⁶ Editions Bouchène, 1989. Ouvrage dont la fabrication très soignée signale une exigence nouvelle dans l'édition algérienne.

La littérature publiée (...) en Algérie est d'un niveau globalement médiocre, sans parler de certains ouvrages qui sont fondamentalement en-dessous de tout. On se demande pourquoi on a décidé de les publier (...) Ce dont je suis persuadé, c'est que cette qualité globalement médiocre s'explique par deux phénomènes majeurs : primo, un mauvais travail de sélection au niveau des manuscrits - des manuscrits de grande valeur dorment sûrement dans les tiroirs de l'ENAL. Au fond, on a la triste impression qu'on ne publie que ce qui est mauvais. Secundo, il y a un élément qui explique cette médiocrité, c'est le fait qu'à cause de longs délais de fabrication, beaucoup (d'auteurs) en sont encore à leur premier ouvrage, ce qui nous donne l'impression d'un ensemble d'écrivains qui ne veulent pas poursuivre leur œuvre; notre littérature est faite à 80% de premières œuvres, c'est anormal, même pour une jeune littérature.⁶⁷

Dans la grisaille du répertoire de l'ENAL, beaucoup de fictions traitent du présent mais, le plus souvent dans des œuvres sans vigueur et sans véritable épine dorsale.⁶⁸ Les romans du Mohamed Souheil Dib et les nouvelles de Farid Mammeri (animateur littéraire de la Chaîne III⁶⁹ et du Cercle F.Fanon à Riad el Feth) sortent nettement du lot. En poésie, les recueils de Djamel Amrani (réalisateur d'une émission de poésie sur la Chaîne III et auteur d'articles culturels dans la presse) bénéficient d'un lectorat important et fidèle. En revanche, les recueils de poésie de Nabile Farès et de Rabah Belamri, édités en France, ne sont connus que des initiés. De son côté, le polar continue sa percée engagée depuis deux années et qui propulsera Yamina Khadra chez un éditeur parisien.

Dans le secteur arabophone, le genre privilégié est de plus en plus la nouvelle. Amar Balahcène (1953 – 1994), Djillali Khellas, Laïd Benarous, Abelhamid Bourayou, M.-S. Harzallah, Waciny Laredj s'y frottent et, parfois s'y illustrent. Certains comme Laredj et Khellas passeront au roman au moment où le monde éditorial s'ouvre et offre de nouvelles possibilités de sélection. La poésie voit s'affirmer Ahlam Mosteghanemi⁷⁰, Abdellali Rezzagui, Ahmed Hamdi, Slimane Djouadi, Zineb Laouedj, Rabia Djelti. Au cours de la décennie 1980, la littérature de langue arabe se hisse et, empruntant ses formes à la littérature moderne universelle, elle fait son entrée dans le concert des sélections mondiales.

On lit aussi avec intérêt en Algérie les œuvres qui viennent de la communauté émigrée de la « seconde génération » : Mehdi Charef et Azouz Begag en sont à leur second roman, Tassadit Imache et Mounsi leur emboîtent le pas.

Malgré cette relance, les trois événements dans la littérature algérienne de cette année viennent de Paris. Ce sont le roman de Rachid Mimouni, *L'Honneur de la tribu*⁷¹ qui reçoit un accueil enthousiaste de la critique en France tandis qu'en Algérie la réception est plus mitigée ; le roman de Jean Sénac : *Ebauche du père*, publié à titre posthume⁷² et, dans un tout autre registre, *Le Sommeil d'Eve*⁷³ de Mohammed Dib qui n'est pas à appréhender dans la logique de ce procès contestataire et libérateur qui agite l'Algérie.

Quoi qu'il en soit, ce rappel, si lacunaire soit-il, montre bien que l'année 1989 clôt de façon significative – politiquement et culturellement - une décennie où, une fois passée la stupeur du soulèvement de 1988, s'était ouverte une période de tous les espoirs et de tous les dangers. Tandis que d'un côté le bouillonnement politique et culturel donnait le sentiment que tous les rêves étaient permis, de l'autre une lame de fond charriait une violence perceptible à

⁶⁷ « Rachid Mimouni s'explique ! », entretien avec Slim Belkessam in *Horizon 2000* du 21/04/1986.

⁶⁸ - Pour tous ces titres lire les présentations données dans le *Dictionnaire des oeuvres algériennes en langue française*, Dir. C. Chaulet Achour, L'Harmattan, 1990. Le recensement va jusqu'en 1989.

⁶⁹ Chaîne en langue française de la radio d'Etat qui compte aussi un canal arabophone (chaîne I) et un autre berbérophone (chaîne II)

⁷⁰ Passée au roman, son premier texte connaît un succès phénoménal – et de scandale à cause de « morceaux de bravoure » érotiques – lors de sa publication à Damas, en 2002. Traduit en français sous le titre *Mémoire de la chair*, il paraît chez Albin Michel en 2003.

⁷¹ Editions Robert Laffont, Paris.

⁷² Editions Gallimard, Paris ; grâce au travail éditorial d'Yvonne et Rabah Belamri.

⁷³ Editions Sindbad, Paris.

une multitude de signes. Toutes les inquiétudes étaient justifiées⁷⁴ car les riches événements qui constellaient le champ culturel ne pouvaient illuminer un ciel massivement livré aux discours enflammés de leaders envoûtant une population crédule et désenchantée à coup de prêches apocalyptiques. Des partis religieux fanatisés tenaient le haut du pavé, forts d'un réseau de solidarités et de financements mondiaux. Que pouvaient contre ce déferlement le renouveau culturel annoncé par une presse proliférante, la multiplication des expositions de peinture inaugurées dans des vernissages festifs par une poignée d'habitues, une reprise de la production cinématographique et théâtrale boudée par un public populaire voué à la géhenne s'il s'adonnait à des loisirs impies ? Quel contrepois pouvaient constituer une vingtaine de partis politiques hâtivement constitués, n'ayant ni l'expérience des luttes politiques démocratiques ni une base de militants aguerris ?

Aussi les petites avancées enregistrées ici ou là et que les démocrates applaudissaient – souvent en rangs dispersés – paraissent-elles, avec le recul du temps, bien dérisoires au regard des enjeux du moment. Et il semble fondé de penser que, quel que soit l'indice de mutation des mentalités qu'une manifestation pouvait revêtir, elle n'avait que le pouvoir de combler d'aise une poignée de « modernistes » déjà gagnés à l'idée d'une sécularisation de la vie publique. Ainsi de ce colloque *Lumières et Révolution*⁷⁵ conçu en relation avec le bicentenaire de la Révolution de 1789 et témoignant d'une capacité nouvelle à sortir des thèmes exclusivement "nationaux" ou "légitimes" par les instances officielles. D'une volonté d'aborder un événement historique de portée universelle dans les dimensions qui interpellent les participants ici et maintenant. Mais il n'a ni drainé des foules, ni suscité une couverture par la presse, y compris par les titres marqués à gauche. Contrairement à cet accueil plutôt froid en Algérie, l'Université tunisienne organisera avec beaucoup plus de décontraction en novembre 1989 un colloque international, *La Révolution française et le monde arabo-musulman*. Cette différence de climat indique peut-être que l'Algérie était à un carrefour fatidique.

La décennie noire

Au plus fort de la déstabilisation de l'Etat, de l'armée et de la société tout entière, quand la vie quotidienne dans ses gestes les plus banals était soumise à la terreur, quand il était devenu risqué de s'aventurer dans la rue pour se rendre à son lieu de travail ou pour faire son marché, quand l'unique préoccupation des Algériens était de survivre, comment songer à la culture ? Et pourtant les journalistes ont continué à informer, les enseignants ont bravé l'interdiction de professer, les parents se sont entêtés à envoyer leurs enfants à l'école, les libraires ont levé quotidiennement le rideau de leurs boutiques, les peintres ont peint, les cinéastes ont filmé, les chanteurs ont chanté ... et une nouvelle génération d'écrivains a émergé. L'instinct de préservation de la vie a joué pour le corps et pour l'esprit, indissociablement. Bien sûr les gens ont restreint leurs besoins, limité leurs déplacements, rogné sur leurs ambitions. Bien sûr les institutions éducatives et culturelles déjà peu performantes, se sont délabrées. Bien sûr on a oublié le chemin du théâtre et on s'est replié sur l'écran de télévision. Mais des personnes qui n'avaient pas songé à écrire ou à peindre auparavant se sont emparés de plumes et de pinceaux.

L'entrée dans la décennie 1990 s'était effectuée sous le signe d'une violence croissante : violence symbolique marquée au coin de l'intolérance et de l'exhibition

⁷⁴ Dès la victoire du FIS aux élections municipales de 1989, des autodafés de livres et d'instruments de musique ont été organisés par certaines municipalités, des spectacles ont été interdits, des salles de gymnastique et des centres culturels ont été fermés ou réservés à une fréquentation exclusive de garçons etc.

⁷⁵ Organisé les 30 et 31 mai 1989 au Musée des beaux Arts d'Alger par le département de langue et littérature françaises de l'université d'Alger.

ostentatoire de signes de reconnaissance corporels et vestimentaires ; violence de parole, l'invective et la mise à l'index prenant le pas sur la discussion ; violence physique autorisant la « punition » de comportements jugés déviants, de préférence quand ils émanaient de femmes. Et lorsqu'en 1992, la folie meurtrière s'emballe, le monde de la culture paiera un lourd tribut. Des artistes ont été exécutés, d'autres se sont exilés ou bien ont été poussés au suicide plus ou moins lent, plus ou moins conscient.

Pourtant, nous venons de le voir, les années précédentes avaient été riches de promesses, malgré tous les obstacles rencontrés. Certes la littérature algérienne n'a pas pleinement bénéficié des circuits de diffusion de la critique, des médias, de l'édition, de l'enseignement. Toujours quelque peu « décalée » puisqu'elle ne se publiait pas au pays mais surtout à Paris, Beyrouth, Damas, elle s'est affirmée en position défensive ou en retrait, ne pouvant donc s'épanouir pleinement. Suspecte sur son propre territoire, pour délit de langue lorsqu'elle s'écrivait en français ; suspecte pour délit de norme et de conformité de la pensée lorsqu'elle s'écrivait en arabe ou, plus récemment en berbère, elle a néanmoins continué à vivre et à lutter, ajustant ses coups de butoir contre le système de pensée qui lui déniait le droit d'exister. Des œuvres livrées dans les décennies précédentes comme *Le Fleuve détourné* ou *Tombéza* de Rachid Mimouni (en français), comme *L'as* ou *Les martyrs reviennent cette semaine* de Tahar Ouetar (en arabe) pour ne citer que celles qui étaient les plus faciles d'accès, ont déclenché des ondes de choc dans un système verrouillé et crispé sur un fantasme d'unicité (unicité de langue, de religion, de parti, de pensée...) tenant lieu de principe de cohésion nationale. La réplique fut un séisme donnant lieu à l'élimination violente de certains de ses représentants, créant dans les trois langues : Tahar Djaout, Abderrahmane Chergou, Laâdi Flici, Youcef Sebti, Abdelkader Alloula, Azzedine Medjoubi, Cheb Hasni, Bakhti Benaouada, Matoub Lounès. D'autres, comme Merzak Bagtache, ont échappé à la mort de justesse et nombreux sont ceux qui se sont exilés.

A partir de 1989 et jusqu'à aujourd'hui, s'étend aussi une période de décès « naturels » éprouvante pour le monde des arts : disparition de Mouloud Mammeri, de Mustapha Kateb et de Kateb Yacine en 1989, celle de Bachir Hadj Ali et de Mohammed Khadda en 1991, de Rachid Mimouni, de Rabah Belamri, d'Ould Abderrahmane Kaki, d'Amar Belhacène, de Farouk Smira, d'Abdelhamid Benhadouga, de Nourredine Aba, Azeddine Meddour ... Et, tout récemment, le 2 mai 2003, de Mohammed Dib.

Les obsèques de Mouloud Mammeri et de Kateb Yacine en 1989 ainsi que celles qui les ont suivies en 1991 de Mohammed Khadda et de Bachir Hadj Ali ont drainé une foule innombrable et revêtu l'allure de manifestations de ralliement aux idéaux de liberté que ces artistes incarnaient chacun à sa façon. En particulier la dimension iconoclaste⁷⁶ de cérémonies, dérogeant au rituel habituel et accueillant une massive présence féminine là où habituellement seule une présence masculine est requise, a conféré à ces événements un caractère de manifestations. Ces cérémonies d'inhumation furent de véritables événements politico-culturels dans la mesure où elles participaient d'un mode de vie en rupture avec la socialité traditionnelle, dans le sens où les Algériens qui étaient au cimetière à ces occasions, éprouvaient - par delà la tristesse inhérente aux enterrements, par delà le sentiment de perte irrémédiable que laissent habituellement les disparitions de créateurs admirés - une sorte d'angoisse de fin de cycle, comme si le monde de progrès et de liberté pour lequel ces morts avaient combattu, menaçait de s'écrouler, de se dissoudre, de disparaître avec eux. Ils ne se doutaient pas, alors, qu'ils inauguraient un rituel qui allait devenir cruellement récurrent et par lequel ils salueraient la mémoire d'hommes de culture sacrifiés sur l'autel de leur idéal de société. On avait rarement payé si cher la foi dans la pensée.

⁷⁶A laquelle s'est ajoutée, pour Kateb, la volonté de provocation d'une troupe de jeunes gens de ses amis et admirateurs qui, au moment de la mise en terre, ont entamé le refrain de *L'Internationale* en français puis en kabyle, couvrant la voix de l'imam qui récitait les versets idoines du Coran.

Les écrivains et créateurs qui, au cours de cette décennie, ont été contraints à l'exil ou tout simplement ont choisi de changer de résidence pour se soustraire à d'intolérables pressions, ont poursuivi leur tâche hors des frontières. En France des universitaires et des professionnels de la culture se sont mobilisés pour venir en aide aux Algériens créateurs et démocrates et pour alerter l'opinion française. De nombreux recueils collectifs ont été publiés faisant cohabiter en leurs pages des écrits de ceux qui ont quitté le pays au moment de l'indépendance, de ceux qui l'ont fuit récemment et de ceux qui, contraints ou bravant volontairement le danger, ont continué malgré tout à vivre chez eux. Dans l'éclatement géographique de la diaspora et l'écart temporel entre générations, des liens autrefois brisés ou distendus se sont resserrés, réactivés l'impérieuse nécessité de dire « non ! » à l'obscurantisme et au fanatisme. De nouvelles voix se sont élevées, de nouveaux talents se sont exprimés. Il est trop tôt pour qu'ils soient appréhendés indépendamment de l'injonction forte du moment, trop tôt pour savoir qui fera œuvre durable et qui se contentera du cri arraché par une situation d'urgence, trop tôt aussi pour pouvoir affirmer que l'expression intellectuelle et artistique libre a désormais acquis droit de cité en Algérie, trop tôt, enfin, pour savoir si la littérature algérienne est enfin devenue citoyenne de plein droit sur son sol quelle que soit la langue dont elle use, quel que soit l'éditeur qui la diffuse.

Des initiatives éditoriales ont vu le jour pour rassembler et diffuser les gestes de résistance, les témoignages sur le martyre d'un peuple, les échos divers et contradictoires des analyses qu'on en a avancé. La revue-collection, *Algérie Littérature/Action*, créée au printemps 1996 représente l'expérience la plus emblématique de la conjoncture. Tribune ouverte à l'expression de toute opinion soucieuse de faire avancer le débat, loin du fracas des armes, cette publication née à Paris, a désormais un siège également à Alger établissant un pont entre les deux rives de la Méditerranée que d'autres éditeurs, comme Bouchène, ont également lancé, mettant à profit les commodités des technologies nouvelles. Des passerelles avec d'autres contrées du monde se cherchent. Des écrivains, des plasticiens, des universitaires, des chanteurs, des cinéastes, tournant le dos à l'enfermement d'autrefois, produisent et diffusent leurs œuvres là où ils se trouvent, partout où ils peuvent aller, élargissant leur propre horizon et celui de leur public. A l'heure de la mondialisation et de l'exportation du terrorisme, les producteurs de culture algériens seraient-ils en train de trouver eux aussi des formules pour transcender les frontières et surmonter les limites du sous-développement intellectuel ?

Le dialogue s'avère une pressante exigence. Dialogue entre les hommes, dialogue entre les cultures, dialogue entre les arts. Des livres associant peinture et poésie, textes et photographies sont édités, en France, au Maroc, là où c'est possible, soit en édition d'art en nombre très limité, soit en édition plus large. On retrouve dans ces initiatives des noms familiers : Jamel-Eddine Bencheikh, Nourredine Saadi, Rachid Koraïchi, Denis Martinez, Ali Silem ... La BD trouve un souffle nouveau, enrôle de nouveaux auteurs, édite de nouveaux albums, gagne des lecteurs nouveaux... Le cinéma et le théâtre reprennent vie. A cet égard, qu'une dizaine de pièces de théâtre ait pu être montées⁷⁷, que trois ou quatre films de fiction et autant de documentaires aient pu être tournés en Algérie même entre 1992 et 1998 représente un défi incommensurable. Que la cinémathèque⁷⁸ du centre d'Alger n'ait jamais fermé ses portes, que son directeur ait pris l'initiative d'adjoindre une salle de lecture à la

⁷⁷ - Un exemple significatif de ces initiatives citoyennes refusant de baisser les bras : l'association RAJ (Rassemblement - Action - Jeunesse) créée en mars 1993, organise durant le « ramadan sanglant » de 1994 une représentation théâtrale à Badjarah, quartier réputé fief islamiste des plus dangereux de la capitale. Jusqu'en 1997, l'association multiplie les expositions, les conférences en plusieurs lieux, elle diffuse des tracts en faveur des droits de l'homme, des tracts de sensibilisation sur le sida, des distributions de préservatifs ... La peur fichée au ventre, jeunes gens et jeunes filles s'obstinent à montrer que « la vie continue ». Des associations culturelles françaises invitent des membres de RAJ à « souffler » un peu en France.

⁷⁸ - Henri Langlois, parrain passionné de cette cinémathèque, en a, en substance, constitué le fonds initial.

salle de projection pour fixer plus longuement dans ses locaux les adolescents désœuvrés représente un autre défi inestimable. Gestes citoyens de l'héroïsme au quotidien comme en génèrent les situations d'exception et qui donnent une indication sur la santé morale des nations, sur le rapport de force entre culture et barbarie.

De plus en plus, l'aspiration à retrouver une vie « normale » se manifeste par le besoin irrépensible de retrouver le chemin des lieux de loisirs culturels et des salles de spectacles. Gestes relayés par des mesures à plus grande échelle. Les salons nationaux et internationaux du livre connaissent une affluence impressionnante tant à Alger que dans les villes de l'intérieur. Les librairies se réapprovisionnent et, malgré des prix exorbitants pour une bourse moyenne, ne désemplassent pas. Pour accéder à la médiathèque du centre Culturel Français, les jeunes gens sont prêts à faire d'interminables queues. Le frémissement de la reprise est surtout perceptible depuis trois ans avec la création de maisons d'édition qui ont une grande part de leur activité consacrée à la littérature et aux questions culturelles. Casbah éditions s'y consacre exclusivement, les éditions Barzakh dirigées par un couple de jeunes gens dynamiques, ont rapidement assis leur réputation de sérieux et d'esprit innovant en promouvant de jeunes écrivains tout en reprenant des valeurs sûres comme M. Dib. Le Syndicat professionnel du livre regroupe divers éditeurs⁷⁹. Certains s'intéressent autant aux nouvelles créations qu'au fonds patrimonial dont ils exhument des textes anciens ou épuisés. Les séances de vente-signature dans les librairies et les salons de réception des grands hôtels assurent la promotion des nouveautés ; les rencontres avec les écrivains s'organisent ici et là et on invite des auteurs à traverser la Méditerranée pour venir parler de leurs livres. Cette activité autour du livre donne un sérieux espoir de reprise de la vie culturelle publique s'adressant à tous à l'inverse de ces sinistres manifestations à « guichets fermés » réservées à quelques privilégiés comme c'était le cas pour les conférences ou les concerts organisés au Palais de la culture par exemple. De son côté, l'Institut National d'art dramatique de Bordj el Kiffan semble redémarrer, le nouveau directeur du TNA affiche un ambitieux programme, les expositions de peinture reprennent dans la capitale et la province. Il est remarquable de voir revenir avec insistance dans la presse depuis 1997 et plus particulièrement en 2003, les noms de Apulée, Saint Augustin, Ibn Khaldoun, de l'Emir Abdelkader (davantage le poète et le mystique que le chef de guerre), mais aussi les noms d'Albert Camus, de Jules Roy ou encore celui du libraire-éditeur Edmond Charlot, des peintres Benisti, Bouqueton ou Jean de Maisonseul. Tout se passe comme si une volonté de suturer les ruptures de la mémoire et de surmonter les amputations dictées par les opportunités idéologiques se faisait jour dans un souci de réappropriation de toutes les époques de l'histoire, comme si l'identité cherchait à se redéfinir sur la longue durée. La reconnaissance du berbère comme langue nationale après de longues tergiversations est aussi un signe de cette acceptation si difficile de la complexité identitaire du pays.

Mais tout cela est encore trop nouveau, trop fragile, rencontre trop d'obstacles pour que l'on puisse annoncer une effective reprise et escompter une pérennisation. Mais ce sont de précieux signes que les réanimateurs ne peuvent négliger.

Sans doute la résistance citoyenne a-t-elle fortement contribué à faire échec (momentanément ?) au projet intégriste. Les producteurs de culture qui ont de longue date développé la capacité de contourner les pièges du dogmatisme et de la censure, qui ont acquis l'art de déjouer les ruses du fanatisme, de la passion funeste d'avoir raison des intégristes, ont à présent la rude tâche de surmonter les séquelles de tous ces attentats contre l'esprit qu'ils ont subis. Il leur faudra tracer leur chemin avec un sérieux handicap de moyens matériels, dans un environnement désertifié par la fuite des cerveaux, dans un contexte international régi

⁷⁹ les éditions Ennahdha avec Omar Mimouni, Anep avec Lazhari Labter, Bouchène qui, comme Marsa, fait des tirages à Paris et à Alger, El Ikhtilef avec Assia Moussei, et les Editions du Tell créées à Blida par Chantal Lefèvre et son frère à partir de la librairie et de l'imprimerie Mauguin.

par les dures lois de la compétition. Mais comme le préconisait Fanon en d'autres temps, il leur suffira d'aller à leur pas avec détermination et constance. Car le défi à relever est de taille. Il ne s'agit rien moins que de concilier des aspirations qui au cours de l'histoire tourmentée de L'Algérie n'ont pas été portées par les mêmes acteurs : une demande d'Islam et d'arabité (majoritaire), une demande de modernité à « l'occidentale » (qu'il devient impératif de dissocier de sa base : les élites francophones ou bilingues pour la généraliser à toute la société), une demande vitale de restauration et de réactivation du patrimoine de la berbéricité (qui constitue le substrat de l'expression culturelle maghrébine quoi qu'en pensent les arabisants puristes), enfin une demande de reconnaissance et d'intégration de l'héritage français des Lumières (patrimoine de francité autant que d'universalité plus large que l'inscription dans la francophonie). Aussi vitales les unes que les autres, ces composantes de l'histoire algérienne ont besoin de s'articuler en un ensemble harmonieux pour constituer l'identité d'une Algérie réconciliée avec elle-même. Alors la surpuissante illusion de l'authentique et de l'originel dépassée, les Algériens pourront avancer sans peur de la diversité. Ce défi ne pourra être relevé que si un autre défi est gagné en même temps : celui de la mise en œuvre de la démocratie.

Nous ne prétendons pas avoir produit un tableau complet du paysage culturel algérien des quarante ans d'indépendance ; nous espérons seulement en avoir fourni une image évocatrice et posé les jalons essentiels pour une appréhension de la complexité d'une situation très écartelée, sollicitée par des aspirations modernistes et des tentations régressives, présentant de graves lacunes mais également une grande vitalité caractérisée à la fois par une force de résistance et par une faculté d'adaptation considérables, dotée également de capacités d'offensive que quelques groupes ou individus isolés pilotent. Enfin, nous avons veillé à garder présent à l'esprit que les avancées ne sont jamais ni définitivement acquises, ni totalement hypothéquées par le mouvement inverse de reflux quelle que soit sa force apparente ou réelle. Aussi ne nous interdirons-nous pas d'espérer et de croire que la culture algérienne est mûre pour relever les défis que nous évoquions précédemment, qu'elle s'appête à sortir du purgatoire où l'avaient confinée les grimaces de l'histoire.

Christiane Chaulet Achour et Naget Khadda.